

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2423

26 octobre 2007

SOMMAIRE

ACM Bernstein Value Investments	116303	Mosser A.G.	116263
Bio-Products and Bio-Engineering S.A. ..	116265	Moventum Holdings S.A.	116300
Bon-Som S.à r.l.	116304	Nut Holding Company S.A.	116263
Breef S.A.	116264	Pinatubo S.A.	116262
Caleche Holding S.A.	116265	Promocalor S.A.	116268
Château de Puycharnaud S. à r. l.	116304	Promocalor S.A.	116269
Cofimi S.A.	116265	Redalpine Capital I S.C.S., SICAR	116301
Deltatank A.G.	116258	Redalpine Venture Partners S.à r.l.	116279
Dilfin S.A.	116266	Ristretto Group S.à r.l.	116303
FondsSelector SMR Sicav	116261	Screw Holding Company S.A.	116263
Green Consulting SA	116258	Smet S.A.	116266
I.E.U. S.A.	116262	Société Européenne de Promotion et de Développement Immobiliers S.A.	116283
Immobilière de Contern S.A.	116267	SolarWood Technologies S.A.	116271
ImmoInt S.A.	116260	Spectrum Immobilière S.A.	116304
International Telecomponents S.A.	116262	Sweet Port S.A.	116266
Investdeutschland S.A.	116260	Sylinvest S.A.	116264
Kebo International S.A.	116260	Tiscali Finance S.A.	116259
Layers Holding S.A.	116259	TOP Concept	116283
LIC US Real Estate Fund No. 1 SICAV ..	116284	Universal Concept S.A.	116304
LIC US Real Estate Fund No. 1 SICAV ..	116288	Valau Holding S.A.	116261
Luitpold SICAV-FIS	116289	Vivalux S.A.	116258
Maspalomas S.A.	116259	Vivaro Holdings S.A.	116262
MFS Investment Management Company (Lux) S.A.	116275	Weihergewan SA	116267
Möller Beheer S.A.	116260		

Deltatank A.G., Société Anonyme.

Siège social: L-5515 Remich, 9, rue des Champs.
R.C.S. Luxembourg B 75.218.

Sie werden hiermit zu einer

ORDENTLICHEN HAUPTVERSAMMLUNG

der Aktionäre von DELTATANK A.G., welche am 9. November 2007 um 14.00 Uhr am Gesellschaftssitz mit der nachfolgenden Tagesordnung stattfinden wird, eingeladen:

Tagesordnung:

1. Berichte des Verwaltungsrates und des Kommissars
2. Vorlage und Genehmigung der Bilanz und Gewinn- und Verlustrechnung per 31. Dezember 2006
3. Entlastung der Verwaltungsrates und des Kommissars
4. Neuwahlen
5. Verschiedenes

Der Verwaltungsrates.

Référence de publication: 2007119448/17.

Green Consulting SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.
R.C.S. Luxembourg B 82.402.

Les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 13 novembre 2007 à 9.00 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats aux 30 juin 2005, 2006 et 2007
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Nominations statutaires
5. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales
6. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007119899/696/18.

Vivalux S.A., Société Anonyme (en liquidation).

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R.C.S. Luxembourg B 25.940.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le jeudi 15 novembre 2007 à 11.30 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Rapport du Commissaire à la Liquidation, la Fiduciaire Glacis,
- Décharge au Liquidateur et au Commissaire à la Liquidation,
- Clôture de la Liquidation,
- Indication de l'endroit où les livres et documents sociaux devront être déposés et conservés pendant cinq ans.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007120683/755/17.

Tiscali Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1325 Luxembourg, 3, rue de la Chapelle.

R.C.S. Luxembourg B 76.406.

Notice is hereby given that an

ORDINARY GENERAL MEETING

of the Shareholders of the Company will be held extraordinarily at the registered office in Luxembourg, 3, rue de la Chapelle, on November 14th, 2007 at 10.00 am with the following agenda

Agenda:

1. Acceptance of the resignation of a director
2. Appointment of a new director and determination of the duration of his mandate
3. Decision to pay a remuneration to one of the Directors of the Company
4. Miscellaneous

*For the Company.*Référence de publication: 2007121617/317/16.

Layers Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 56.617.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le 12 novembre 2007 à 11.30 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Acceptation de la démission des Administrateurs actuels et nomination de leurs remplaçants,
 2. Acceptation de la démission du Commissaire aux Comptes et nomination de son remplaçant,
 3. Décharge spéciale aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leurs mandat durant la période du 1^{er} janvier 2007 au jour de l'assemblée,
 4. Transfert du siège social,
 5. Divers.
- .

*Le Conseil d'Administration.*Référence de publication: 2007122836/795/18.

Maspalomas S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 30.916.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE,

qui aura lieu le 13 novembre 2007 à 11.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 30 juin 2007, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 30 juin 2007.
4. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*Référence de publication: 2007122837/1023/16.

Immoit S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 55.302.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à une
ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra vendredi, 16 novembre 2007 à 15.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du conseil d'administration et rapport du commissaire.
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2006.
3. Affectation des résultats au 31 décembre 2006.
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire quant à l'exercice sous revue.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007122838/29/16.

Investdeutschland S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-8009 Strassen, 117, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 35.810.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à
L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le mardi 27 novembre 2007 à 15.00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Transfert de siège.
2. Divers.

L'assemblée générale extraordinaire du 18 octobre 2007 n'a pas pu délibérer valablement sur l'ordre du jour, le quorum prévu par la loi n'ayant pas été atteint.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007122840/1267/15.

Kebo International S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-8009 Strassen, 117, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 18.385.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à
L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le mardi 27 novembre 2007 à 15.10 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Transfert de siège.
2. Divers.

L'assemblée générale extraordinaire du 18 octobre 2007 n'a pas pu délibérer valablement sur l'ordre du jour, le quorum prévu par la loi n'ayant pas été atteint.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007122841/1267/15.

Möller Beheer S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8009 Strassen, 117, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 97.718.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

116261

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le mardi 13 novembre 2007 à 10.00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Transfert de siège.
2. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007122842/1267/13.

Valau Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8009 Strassen, 117, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 35.284.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le mardi 27 novembre 2007 à 15.20 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Transfert de siège.
2. Divers.

L'assemblée générale extraordinaire du 18 octobre 2007 n'a pas pu délibérer valablement sur l'ordre du jour, le quorum prévu par la loi n'ayant pas été atteint.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007122843/1267/15.

FondsSelector SMR Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 76.964.

Die Aktionäre der FondsSelector SMR SICAV werden hiermit zur

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Aktionäre eingeladen, die am 15. November 2007 um 11.00 Uhr in 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen mit folgender Tagesordnung stattfinden wird:

Tagesordnung:

1. Bericht des Verwaltungsrates und des Wirtschaftsprüfers
2. Billigung der Bilanz zum 30. Juni 2007 sowie der Gewinn- und Verlustrechnung für das am 30. Juni 2007 abgelaufene Geschäftsjahr
3. Entlastung der Verwaltungsratsmitglieder
4. Wahl oder Wiederwahl der Verwaltungsratsmitglieder sowie des Wirtschaftsprüfers bis zur nächsten Ordentlichen Generalversammlung
5. Verschiedenes

Die Punkte auf der Tagesordnung unterliegen keiner Anwesenheitsbedingung und die Beschlüsse werden durch die einfache Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktionäre gefasst.

Aktionäre, die ihren Aktienbestand in einem Depot bei einer Bank unterhalten, werden gebeten, ihre Depotbank mit der Übersendung einer Depotbestandsbescheinigung, die bestätigt, dass die Aktien bis nach der Generalversammlung gesperrt gehalten werden, an die Gesellschaft zu beauftragen. Die Depotbestandsbescheinigung muss der Gesellschaft fünf Arbeitstage vor der Generalversammlung vorliegen.

Entsprechende Vertretungsvollmachten können bei der Zentralverwaltungsstelle der FondsSelector SMR SICAV (DZ BANK INTERNATIONAL S.A.) unter der Telefonnummer 00352 / 44 903 - 4025 oder unter der Fax-Nummer 00352/44 903-4009 angefordert werden.

Luxemburg, im Oktober 2007.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2007122839/755/29.

Vivaro Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8009 Strassen, 117, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 107.199.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le mardi 27 novembre 2007 à 15.30 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Transfert de siège.
2. Divers.

L'assemblée générale extraordinaire du 18 octobre 2007 n'a pas pu délibérer valablement sur l'ordre du jour, le quorum prévu par la loi n'ayant pas été atteint.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007122844/1267/15.

International Telecomponents S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.
R.C.S. Luxembourg B 81.645.

Les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le 12 novembre 2007 à 11.00 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

L'Assemblée Générale du 2 octobre 2007 n'a pas pu délibérer valablement sur le point 4 de l'ordre du jour, le quorum prévu par la loi n'ayant pas été atteint.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007112494/696/15.

Pinatubo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 44.453.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 5 novembre 2007 à 11.00 heures au siège social.

Ordre du jour:

1. Rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes,
2. Approbation des bilan, compte de pertes et profits arrêtés au 30 juin 2006 et affectation du résultat,
3. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes,
4. Nominations statutaires,
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007117642/655/16.

I.E.U. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R.C.S. Luxembourg B 116.467.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

116263

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mardi 6 novembre 2007 à 10.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration,
- Rapport du Commissaire aux Comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2006 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette Assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007117974/755/19.

Nut Holding Company S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri.

R.C.S. Luxembourg B 100.532.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

des actionnaires qui aura lieu exceptionnellement le 9 novembre 2007 à 10.15 heures au siège social de la société avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire,
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 décembre 2006 et affectation du résultat,
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire pour l'exercice de leur mandat; ainsi que pour la non tenue de l'assemblée à la date statutaire,
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007118185/565/17.

Screw Holding Company S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri.

R.C.S. Luxembourg B 100.531.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

des actionnaires qui aura lieu exceptionnellement le 9 novembre 2007 à 10.00 heures au siège social de la société avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire,
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 décembre 2006 et affectation du résultat,
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire pour l'exercice de leur mandat; ainsi que pour la non tenue de l'assemblée à la date statutaire,
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007118186/565/17.

Mosser A.G., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 42.554.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à une

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra lundi, 5 novembre 2007 à 16.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du conseil d'administration et rapport du commissaire.
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2006.
3. Affectation des résultats au 31 décembre 2006.
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire quant à l'exercice sous revue.
5. Démission de Monsieur Daniel Galhano de son mandat d'administrateur et décharge.
6. Nomination de Monsieur Pietro Longo, administrateur de sociétés, né à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), le 13 septembre 1970, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2008.
7. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007119125/29/20.

Sylinvest S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 25.959.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à une

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra mardi, 6 novembre 2007 à 14.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du conseil d'administration et rapport du commissaire.
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2006.
3. Affectation des résultats au 31 décembre 2006.
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire quant à l'exercice sous revue.
5. Démission de M. Robert Hovenier de son mandat d'administrateur et décharge.
6. Démission de la société anonyme MONTEREY SERVICES S.A. de son mandat d'administrateur et décharge.
7. Démission de la société anonyme EURO MANAGEMENT SERVICES S.A. de son mandat d'administrateur et décharge.
8. Nomination de M. Cornelius Martin Bechtel, administrateur de sociétés, né à Emmerich (Allemagne), le 11 mars 1968, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2012.
9. Nomination de M. Gérard Birchen, administrateur de sociétés, né à Esch-sur-Alzette (Grand-Duché de Luxembourg), le 13 décembre 1961, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2012.
10. Nomination de M. Sinan Sar, administrateur de sociétés, né à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), le 5 juin 1980, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2012.
11. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007118526/29/29.

Breef S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 50.204.

The shareholders are convened hereby to attend the

ORDINARY GENERAL MEETING

to be held on *November 5, 2007* at 3.00 p.m. at L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, with the following agenda:

Agenda:

1. Management report of the board of directors and report of the statutory auditor.
2. Approval of the annual accounts as of December 31, 2006.

3. Appropriation of results as of December 31, 2006.
4. Discharge to the directors and to the statutory auditor for the performance of their mandate during the related fiscal year.
5. Resignation of the public limited company EURO MANAGEMENT SERVICES S.A. as director and discharge.
6. Resignation of the public limited company MONTEREY SERVICES S.A. as director and discharge.
7. Resignation of the private limited company UNIVERSAL MANAGEMENT SERVICES S.à r.l. as director and discharge.
8. Appointment of Mr Carl Speecke, company director, born in Kortrijk (Belgium), on March 5, 1964, residing professionally at L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, as director until the end of the statutory general shareholders' meeting of 2012.
9. Appointment of Mr Benoît Nasr, company director, born in Charleroi (Belgium), on May 26, 1975, residing professionally at L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, as director until the end of the statutory general shareholders' meeting of 2012.
10. Appointment of Mr Jean-Christophe Dauphin, company director, born in Nancy (France), on November 20, 1976, residing professionally at L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, as director until the end of the statutory general shareholders' meeting of 2012.
11. Sundry.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2007119123/29/31.

Caleche Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 83.996.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à une

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra lundi, 5 novembre 2007 à 15.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du conseil d'administration et rapport du commissaire.
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2006.
3. Affectation des résultats au 31 décembre 2006.
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire quant à l'exercice sous revue.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007119124/29/16.

Bio-Products and Bio-Engineering S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 49, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 55.891.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

reportée des actionnaires qui se tiendra le 6 novembre 2007 à 11.00 heures au siège social à Luxembourg pour délibérer de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes,
2. Approbation des bilan, compte de pertes et profits et affectation des résultats au 31 décembre 2006,
3. Décharge aux administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007119745/788/16.

Cofimi S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 49, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 69.464.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

reportée des actionnaires qui se tiendra le 6 novembre 2007 à 11.00 heures au siège social à Luxembourg pour délibérer de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes,
2. Approbation des bilan, compte de pertes et profits et affectation des résultats au 31 décembre 2006,
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007119746/788/16.

Dilfin S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 49, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 71.181.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

reportée des actionnaires qui se tiendra le 6 novembre 2007 à 11.00 heures au siège social à Luxembourg pour délibérer de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes,
2. Approbation des bilan, compte de pertes et profits et affectation des résultats au 31 décembre 2006,
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007119747/788/16.

Smet S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 49, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 73.442.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

reportée des actionnaires qui se tiendra le 6 novembre 2007 à 11.00 heures au siège social à Luxembourg pour délibérer de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes,
2. Approbation des bilan, compte de pertes et profits et affectation des résultats au 31 décembre 2006,
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
4. Décision à prendre quant à l'article 100 sur les sociétés commerciales,
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007119748/788/17.

Sweet Port S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 49, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 55.614.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

reportée des actionnaires qui se tiendra le 6 novembre 2007 à 11.00 heures au siège social à Luxembourg pour délibérer de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes,
2. Approbation des bilan, compte de pertes et profits et affectation des résultats au 31 décembre 2006,
3. Décharge aux Administrateurs et au réviseur d'entreprises,
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007119749/788/16.

Weihergewan SA, Société Anonyme.

Siège social: L-2668 Luxembourg, 2-6, rue Julien Vesque.

R.C.S. Luxembourg B 80.998.

1. Il résulte des décisions prises par l'assemblée générale des actionnaires tenue le 27 septembre 2007 que:
- Les démissions de Monsieur Carlo Irthum, de Monsieur Yves Wagener et de Madame Claudine Erpelding de leurs mandats d'administrateurs ont été acceptées.
 - Ont été nommés au sein du Conseil d'Administration et jusqu'à la tenue de l'assemblée générale prévue en 2013:
 - * Monsieur Marc Diver, né le 7 septembre 1963 à Mechelen (B), demeurant 20, rue de Canach à L-5368 Schuttrange
 - * Monsieur Nicolas Van Schap, né le 20 juillet 1971 à Bonheiden (Belgique), demeurant Schuttersvest 55/11 à B-2800 Mechelen
 - * Madame Godelieve Buyl, née le 11 décembre 1963 à Geraardsbergen (Belgique), demeurant Paddenpoelstraat 2 à B-3150 Haacht
 - La démission de Madame Marie-Jeanne Linden de son mandat de commissaire aux comptes a été acceptée. Le mandat de commissaire aux comptes est désormais confié à la société EASY S.à r.l. avec siège social sis 24, rue Ignace de la Fontaine à L-1532 Luxembourg jusqu'à l'assemblée générale à tenir en 2010.

2. Il résulte des décisions prises par le Conseil d'Administration réuni le 27 septembre 2007 que Monsieur Marc Diver, né le 7 septembre 1963 à Mechelen (B), demeurant 20 rue de Canach à L-5368 Schuttrange, a été nommé administrateur délégué; Monsieur Diver a tous pouvoirs pour engager valablement la société par sa seule signature. La démission de Monsieur Carlo Irthum de son mandat d'administrateur emporte de facto sa démission de ses fonctions d'administrateur délégué chargé de la gestion journalière de la société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2007122307/607/30.

Enregistré à Luxembourg, le 4 octobre 2007, réf. LSO-CJ01971. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070142623) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 octobre 2007.

Immobilière de Contern S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5326 Contern, 15-17, rue Edmond Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 84.698.

1. Il résulte des décisions prises par l'assemblée générale des actionnaires tenue le 27 septembre 2007 que:
- Les démissions de Messieurs Carlo Irthum et Yves Wagener de leurs mandats d'administrateurs ont été acceptées.
 - Ont été nommés au sein du conseil d'Administration et jusqu'à la tenue de l'assemblée générale prévue en 2013:
 - * Monsieur Marc Diver, né le 7 septembre 1963 à Mechelen (B), demeurant 20, rue de Canach à L-5368 Schuttrange
 - * Monsieur Nicolas Van Schap, né le 20 juillet 1971 à Bonheiden (Belgique), demeurant Schuttersvest 55/11 à B-2800 Mechelen
 - * Madame Godelieve Buyl, née le 11 décembre 1963 à Geraardsbergen (Belgique), demeurant Paddenpoelsraat 2 à B-3150 Haacht
 - La démission de Madame Marie-Jeanne Linden de son mandat de commissaire aux comptes a été acceptée. Le mandat de commissaire aux comptes est désormais confié à la société EUROPEAN AUDIT S.à r.l. avec siège social sis 11, rue Hiel à L-7390 Blaschette jusqu'à l'assemblée générale à tenir en 2010.

2. Il résulte des décisions prises par le Conseil d'administration réuni le 27 septembre 2007 que Monsieur Marc Diver, né le 7 septembre 1963 à Mechelen (B), demeurant 20, rue de Canach à L-5368 Schuttrange, a été nommé administrateur délégué; Monsieur Diver à tous pouvoirs pour engager valablement la société par sa seule signature. La démission de Monsieur Carlo Irthum de son mandat d'administrateur emporte de facto sa démission de ses fonctions d'administrateur délégué chargé de la gestion journalière de la société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2007122305/607/29.

Enregistré à Luxembourg, le 4 octobre 2007, réf. LSO-CJ01974. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070142637) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 octobre 2007.

Promocalor S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 57.411.

L'an deux mille sept, le quatre octobre.

Par-devant Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, soussignée.

Se réunit une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme PROMOCALOR S.A., ayant son siège social à L-1528 Luxembourg, 5, boulevard de la Foire, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg, section B sous le numéro 57.411, constituée suivant acte reçu par Maître Camille Hellinckx, alors notaire de résidence à Luxembourg, en date du 19 décembre 1996, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 135 du 20 mars 1997.

Les statuts de ladite société ont été modifiés par un acte reçu par Maître Joseph Gloden, notaire de résidence à Grevenmacher, en date du 28 juillet 2004, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1007 du 8 octobre 2004.

L'assemblée est ouverte à seize heures trente et présidée par Monsieur Guy Hornick, maître en sciences économiques, demeurant professionnellement à L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

Le président désigne comme secrétaire Monsieur Philippe Ponsard, ingénieur commercial, demeurant professionnellement à L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Jean-Pierre Lamoure, dirigeant de sociétés, demeurant à F-78220 Viroflay, 32, rue du Dr. Roux.

Le président prie le notaire d'acter que:

I.- Les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste et les procurations, une fois signées par les comparants et le notaire instrumentant, resteront ci-annexées pour être enregistrées avec l'acte.

II.- Clôturée, cette liste de présence fait apparaître que les 600 actions d'une valeur nominale de EUR 650, représentant l'intégralité du capital social s'élevant à EUR 390.000,- sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont les actionnaires ont été préalablement informés.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1. Echange des 600 actions existantes d'une valeur nominale de EUR 650 chacune contre 60.000 actions de EUR 6,50 chacune.

2. Modification subséquente des alinéas 1 et 4 de l'article 5 des statuts qui auront dorénavant la teneur suivante:

« **Art. 5. alinéa 1.** Le capital social de la société est fixé à EUR 390.000,- (trois cent quatre-vingt-dix-mille euros) représenté par 60.000 (soixante mille) actions d'une valeur nominale de EUR 6,50 (six euros et cinquante cents) chacune.»

« **Art. 5. alinéa 4.** Le capital autorisé est, pendant la durée telle que prévue ci-après, de EUR 3.900.000,- (trois millions neuf cent mille euros) qui sera représenté par 600.000 (six cent mille) actions d'une valeur nominale de EUR 6,50 (six euros et cinquante cents) chacune.»

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, les actionnaires décident ce qui suit à l'unanimité:

Première résolution

L'Assemblée décide d'échanger les 600 actions existantes d'une valeur nominale de EUR 650 chacune contre 60.000 actions de EUR 6,50 chacune.

Deuxième résolution

L'Assemblée décide de modifier en conséquence les alinéas 1 et 4 de l'article 5 des statuts qui auront dorénavant la teneur suivante:

« **Art. 5. alinéa 1.** Le capital social de la société est fixé à EUR 390.000,- (trois cent quatre-vingt-dix mille euros) représenté par 60.000 (soixante mille) actions d'une valeur nominale de EUR 6,50 (six euros et cinquante cents) chacune.»

« **Art. 5. alinéa 4.** Le capital autorisé est, pendant la durée telle que prévue ci-après, de EUR 3.900.000 (trois millions neuf cent mille euros) qui sera représenté par 600.000 (six cent mille) actions d'une valeur nominale de EUR 6,50 (six euros et cinquante cents) chacune.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à seize heures quarante-cinq.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: G. Hornick, P. Ponsard, J-P. Lamoure, M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg, le 11 octobre 2007, LAC/2007/30648. — Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): F. Sandt.

Pour copie conforme, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 octobre 2007.

M. Schaeffer.

Référence de publication: 2007122354/5770/62.

(070145914) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 octobre 2007.

Promocalor S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 57.411.

L'an deux mille sept, le quatre octobre.

Par-devant Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, soussignée.

Se réunit une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme PROMOCALOR S.A., ayant son siège social à L-1528 Luxembourg, 5, boulevard de la Foire, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg, section B sous le numéro 57.411, constituée suivant acte reçu par Maître Camille Hellinckx, alors notaire de résidence à Luxembourg, en date du 19 décembre 1996, publié au Mémorial C numéro 135 du 20 mars 1997.

Les statuts de ladite société ont été modifiés par un acte reçu par Maître Joseph Gloden, notaire de résidence à Grevenmacher, en date du 28 juillet 2004, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1007 du 8 octobre 2004 et par un acte du notaire instrumentaire en date de ce jour, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

L'assemblée est ouverte à seize heures quarante-cinq et présidée par Monsieur Guy Hornick, maître en sciences économiques, demeurant professionnellement à L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

Le président désigne comme secrétaire Monsieur Philippe Ponsard, ingénieur commercial, demeurant professionnellement à L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Jean-Pierre Lamoure, dirigeant de sociétés, demeurant à F-78220 Viroflay, 32, rue du Dr. Roux.

Le président prie le notaire d'acter que:

I.- Les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste et les procurations, une fois signées par les comparants et le notaire instrumentant, resteront ci-annexées pour être enregistrées avec l'acte.

II.- Clôturée, cette liste de présence fait apparaître que les 60.000 actions d'une valeur nominale de EUR 6,50, représentant l'intégralité du capital social s'élevant à EUR 390.000,- sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont les actionnaires ont été préalablement informés.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1. Transfert du siège social de L-1528 Luxembourg, 5, boulevard de la Foire à F-75015 Paris, 59, rue Desnouettes.

2. Adoption par la société de la nationalité française, transformation de la société en société en commandite simple de droit français, modification de la dénomination de la société en PROMOCALOR et adoption des statuts modifiés de la société sous sa nouvelle forme de société en commandite simple, et ce, en vue de les rendre conformes à la législation française, le tout sous la condition suspensive de la réalisation définitive du transfert de siège social de la société auprès des autorités françaises compétentes.

3. Sous la condition suspensive de la réalisation définitive du transfert de siège social en France, démission des administrateurs et du commissaire aux comptes actuellement en fonction et décharge à leur accorder pour l'exécution de leur mandat jusqu'à la date de ce jour.

4. Sous la condition suspensive de la réalisation définitive du transfert de siège social en France et de l'adoption des nouveaux statuts de la société, nomination du gérant et fixation de ses pouvoirs.

5. Sous la condition suspensive de la réalisation définitive du transfert de siège social en France et de l'adoption des nouveaux statuts de la société, radiation de la société du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

6. Pouvoirs à conférer afin d'accomplir toutes les démarches nécessaires au Luxembourg et en France pour organiser et officialiser ce transfert.

7. Divers.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, les actionnaires décident ce qui suit à l'unanimité:

Première résolution

L'Assemblée décide de transférer le siège social de L-1528 Luxembourg, 5, boulevard de la Foire à F-75015 Paris, 59, rue Desnouettes et de faire adopter par la Société la nationalité française, le tout sous la condition suspensive de l'inscription de la société auprès du Registre de Commerce de Paris.

L'Assemblée constate qu'aucun emprunt obligataire n'a été émis par la Société et que dès lors aucun accord des obligataires n'est requis en rapport avec les changements envisagés.

Elle constate en outre qu'aucune action sans droit de vote n'a été émise par la Société et que la décision de changement de nationalité est prise à l'unanimité des associés existants.

Elle constate également:

- que le droit d'apport ainsi que tous les autres impôts prévus par la loi luxembourgeoise ont été dûment payés aux autorités compétentes;
- que la société a respecté toutes les dispositions fiscales prévues par la loi luxembourgeoise;
- que le transfert du siège social en France et le changement de nationalité de la Société n'auront en aucun cas pour effet, ni sur le plan fiscal ni sur le plan légal, la constitution d'une personne juridique nouvelle, le transfert de siège social en France étant réalisé sans «rupture» de la personnalité juridique.
- que la société déclare opter pour l'assujettissement à l'impôt sur les sociétés en France.

Deuxième résolution

Sous la condition suspensive de la réalisation définitive du transfert de siège social de la société auprès des autorités françaises compétentes, l'Assemblée décide de transformer la société en société en commandite simple de droit français sans modification des écritures comptables ni de l'objet social et de modifier la dénomination de la société en PROMOCALOR.

Troisième résolution

Sous la condition suspensive de la réalisation définitive du transfert de siège social de la société auprès des autorités françaises compétentes, l'Assemblée décide d'adopter article par article puis dans leur ensemble les statuts modifiés de la Société sous sa nouvelle forme de société en commandite simple pour les mettre en concordance avec la législation française.

Un exemplaire des nouveaux statuts, dont les actionnaires déclarent avoir une parfaite connaissance, restera annexé au présent acte.

Quatrième résolution

Sous la condition suspensive de la réalisation définitive du transfert de siège social en France, l'Assemblée décide d'accepter la démission des administrateurs et du commissaire aux comptes actuellement en fonction et de leur accorder décharge pour l'exécution de leur mandat jusqu'à la date de ce jour.

Cinquième résolution

Sous la condition suspensive de la réalisation définitive du transfert de siège social en France et de l'adoption des nouveaux statuts de la société, l'Assemblée décide de nommer la société COMPAGNIE EUROPÉENNE DE MANAGEMENT INDUSTRIEL, représentée par Monsieur Jean-Pierre Lamoure, en qualité de gérant de la société sous sa nouvelle forme.

En sa qualité de gérant, la société COMPAGNIE EUROPÉENNE DE MANAGEMENT INDUSTRIEL disposera des pouvoirs les plus étendus pour représenter la société dans ses rapports avec les tiers et notamment pour contracter en son nom et l'engager pour tous les actes et opérations entrant dans l'objet social.

Sixième résolution

Sous la condition suspensive de la réalisation définitive du transfert de siège social en France et de l'adoption des nouveaux statuts de la société, l'Assemblée décide de procéder à la radiation de la Société du Registre de commerce et des sociétés à Luxembourg.

Septième résolution

L'Assemblée confère tous pouvoirs à Monsieur Jean-Pierre Lamoure, prénommé, avec faculté de délégation, pour représenter la Société devant toutes les instances administratives et fiscales en France à la suite du transfert de siège et du changement de nationalité comme dit ci-avant et en vue de l'inscription de la société au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris en France, et de l'accomplissement de toutes les formalités requises.

L'Assemblée confère également tous pouvoirs au porteur d'une expédition des présentes, avec faculté de délégation, pour faire constater par-devant notaire la réalisation de la condition suspensive sur base des documents d'inscription de la Société en France délivrés par les autorités compétentes françaises.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à dix-sept heures.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: G. Hornick, P. Ponsard, J-P. Lamoure, M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg, le 11 octobre 2007, LAC/2007/30649. — Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): F. Sandt.

Pour copie conforme, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 octobre 2007.

M. Schaeffer.

Référence de publication: 2007122355/5770/111.

(070145918) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 octobre 2007.

SolarWood Technologies S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9368 Folkendange, Maison 1.

R.C.S. Luxembourg B 131.437.

—
STATUTS

L'an deux mille sept, le quatorze juin.

Par devant Maître Paul Bettingen, notaire de résidence à Niederanven.

Ont comparu:

1. Monsieur Michel Unsen, ingénieur, né le 1^{er} janvier 1959, demeurant à L-9368 Folkendange, Maison, 1; et
2. Madame Myriam Unsen-Bellion, diplômée E.U.P.E.D., née le 20 août 1961, demeurant à L-9368 Folkendange, Maison, 1, ici représentée par Monsieur Michel Unsen, précité, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

La procuration signée ne varietur par la personne comparante et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lesquels comparants représentés comme indiqué ci-avant ont requis le notaire instrumentaire d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme qu'ils déclarent constituer entre eux:

Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital

Art. 1^{er}. Il est formé une société anonyme, sous la dénomination SolarWood TECHNOLOGIES S.A.

La Société peut avoir un associé unique ou plusieurs actionnaires. Tant que la Société n'a qu'un actionnaire unique, la Société peut être administrée par un administrateur unique seulement qui n'a pas besoin d'être l'associé unique de la Société.

La Société ne pourra pas être dissoute par la mort, la suspension des droits civiques, la faillite, la liquidation ou la banqueroute de l'associé unique.

Art. 2. Le siège social est établi à Ermsdorf.

Il pourra être transféré dans les limites de la commune d'Ermsdorf par simple décision du conseil d'administration de la Société ou par une décision de l'administrateur unique selon les cas.

Au cas où le conseil d'administration ou l'administrateur unique de la Société selon les cas, estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège ou entre ce siège et l'étranger se sont produits ou sont imminents, il pourra transférer temporairement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du

siège, restera luxembourgeoise. Pareilles mesures temporaires seront prises et portées à la connaissance des tiers par l'un des organes exécutifs de la Société ayant qualité de l'engager pour les actes de gestion courante et journalière.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La Société a pour objet la fabrication industrielle de modules photovoltaïques, de toute technologie amorphe, polycristalline et monocristalline.

Elle a également pour objet:

- l'assemblage et production de panneaux (modules) photovoltaïques ainsi que de toitures et façades intégrées dans les technologies suivantes:

* multi/poly-cristalline

* mono-cristalline

* «thin-film», amorphe

* toute autre technologie

- l'assemblage et production de collecteurs solaires;

- l'assemblage et production de panneaux combinés photovoltaïques et thermiques

- la production de cellules solaires

- la production de wafers solaires (cristallisation et sciage)

- la production de silicium du type solar-grade

- l'assemblage et Production de piles à combustion (Brennstoffzelle)

- l'assemblage et production d'onduleurs

- l'assemblage et production de systèmes de fixation

- l'assemblage et production de «sun-trackers» (Solare Nachführsysteme)

- l'assemblage et production de systèmes auxiliaires

- l'assemblage et production de systèmes photovoltaïques complets («kits»)

- la vente et commercialisation de ces produits, fourniture et commerce de tout matériel en relation avec les énergies renouvelables

- le développement de projets dans le domaine de la photovoltaïque en particulier et dans le domaine des énergies renouvelables en général (photovoltaïque, thermique, éolienne, hydraulique, pompe à chaleur, pile à combustion, cogénération, etc.)

- le conseil et assistance, développement et recherche

- la conception et gestion de parcs solaires.

La société peut en outre accomplir toutes opérations commerciales, financières ou industrielles quelconques se rattachant directement ou indirectement à son objet ou de nature à en favoriser la réalisation; elle peut notamment participer à la création et au développement de n'importe quelle entreprise financière, industrielle ou commerciale et prêter tous concours, que ce soit par des prêts, garanties ou de toute autre manière à des sociétés filiales ou affiliées.

Art. 5. Le capital social de la Société est fixé à quatre cent mille euros (EUR 400.000,-) représenté par quatre cents (400) actions d'une valeur nominale de mille euros (EUR 1.000,-) chacune.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, à l'exception de celles pour lesquelles la loi prescrit la forme nominative.

Les actions de la Société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

Le capital souscrit peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires statuant comme en matière de modifications des statuts.

La Société peut, dans la mesure où et aux conditions auxquelles la loi le permet, racheter ses propres actions.

Administration - surveillance

Art. 6. Si la Société est constituée par un actionnaire unique ou si, à l'occasion d'une assemblée générale des actionnaires, il est établi que la Société a un actionnaire unique, la Société peut être administrée par un administrateur, appelé «administrateur unique», jusqu'à la prochaine assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Si la Société a plus d'un actionnaire, la Société sera administrée par un conseil d'administration comprenant au moins trois membres, lesquels ne seront pas nécessairement actionnaires de la Société. Dans ce cas, l'assemblée générale doit nommer au moins 2 (deux) nouveaux administrateurs en plus de l'administrateur unique en place. L'administrateur unique ou, le cas échéant, les administrateurs seront élus pour un terme ne pouvant excéder six ans et ils seront rééligibles.

Toute référence dans les statuts au conseil d'administration sera une référence à l'administrateur unique (lorsque la Société a un associé unique) tant que la Société a un associé unique.

Lorsqu'une personne morale est nommée administrateur de la Société, la personne morale doit désigner un représentant permanent qui représentera la personne morale conformément à l'article 51bis de la loi luxembourgeoise en date du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle qu'amendée.

Le(s) administrateur(s) seront élus par l'assemblée générale. Les actionnaires de la Société détermineront également le nombre d'administrateurs, leur rémunération et la durée de leur mandat. Un administrateur peut être révoqué avec ou sans motif et/ou peut être remplacé à tout moment par décision de l'assemblée générale.

En cas de vacance d'un poste d'administrateur pour cause de décès, de retraite ou toute autre cause, les administrateurs restants pourront élire, à la majorité des votes, un administrateur pour pourvoir au remplacement du poste devenu vacant jusqu'à la prochaine assemblée générale de la Société. En l'absence d'administrateur disponible, l'assemblée générale devra être rapidement réunie par le commissaire aux comptes et se tenir pour nommer de nouveaux administrateurs.

Art. 7. Le conseil d'administration ou, le cas échéant, l'administrateur unique est investi des pouvoirs les plus étendus pour effectuer tous les actes d'administration ou de disposition dans l'intérêt de la Société.

Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la loi ou les présents statuts à l'assemblée générale, tombent sous la compétence du conseil d'administration ou de l'administrateur unique selon les cas.

Art. 8. Le conseil d'administration désigne parmi ses membres un président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut être conférée à un administrateur présent.

Le conseil d'administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme, télex ou téléfax, ou courrier électronique, étant admis.

En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télex ou téléfax.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Les résolutions prises par l'administrateur unique auront la même autorité que les résolutions prises par le conseil d'administration et seront constatées par des procès verbaux, qui sont signés par l'administrateur unique, et dont les copies ou extraits pourront être produits en justice ou autrement.

Le premier président sera désigné par l'assemblée générale.

Art. 9. Le conseil d'administration peut déléguer ses pouvoirs de gestion journalière et les affaires courantes de la Société ainsi que la représentation de la Société dans cette gestion et ces affaires, à un des membres du conseil d'administration.

Le conseil d'administration ou, le cas échéant, l'administrateur unique peut en outre conférer tous pouvoirs et mandats spéciaux à toute personne, qui n'a pas besoin d'être administrateur, et nommer et révoquer tous agents et employés et fixer leurs émoluments.

Art. 10. La Société est engagée en toutes circonstances par la signature conjointe de deux administrateurs de la Société, par la signature unique de l'administrateur-délégué dans les limites de la gestion journalière, ou, le cas échéant par la signature de l'administrateur unique, ou par la signature conjointe ou unique de toute personne à laquelle un tel pouvoir de signature a été délégué par le conseil d'administration ou l'administrateur unique selon le cas.

Art. 11. La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut dépasser six années, rééligibles et toujours révocables.

Année sociale - Assemblée générale

Art. 12. L'année sociale commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

Art. 13. Pour le cas où il n'y aurait qu'un seul actionnaire (l'associé unique), celui-ci exercera, au cours des assemblées générales dûment tenues, tous les pouvoirs revenant à l'assemblée générale des actionnaires en vertu de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires, lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés, et lorsqu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Le conseil d'administration peut décider que pour pouvoir assister à l'assemblée générale, le propriétaire d'actions doit en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion; tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque action donne droit à une voix.

Art. 14. L'assemblée des actionnaires de la société régulièrement constituée représente tous les actionnaires de la Société.

Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la Société.

Art. 15. L'assemblée générale décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

Le conseil d'administration ou l'administrateur unique selon les cas est autorisé à verser des acomptes sur dividendes en se conformant aux conditions prescrites par la loi.

Art. 16. L'assemblée générale annuelle se tiendra de plein droit le premier mardi du mois de mars à 10 heures au siège social ou à tout autre endroit de la commune du siège social à désigner par les convocations.

Si ce jour est un jour férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 17. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, ainsi que ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

- 1) Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2007.
- 2) La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en l'an 2008.

Souscription - Libération

Les statuts de la Société ayant ainsi été arrêtés, les comparants, préqualifiés déclarent souscrire les quatre cents (400) actions comme suit:

1. Monsieur Michel Unsen, précité 200 actions
2. Madame Myriam Unsen-Bellion, précitée 200 actions

Toutes les actions ont été entièrement libérées par des versements en espèces de sorte que la somme de quatre cent mille (EUR 400.000,-) se trouve maintenant à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en est justifié au notaire soussigné.

Déclaration

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, s'élève approximativement à cinq mille neuf cents euros (EUR 5.900,-)

Assemblée générale extraordinaire

Les comparants préqualifiés, représentant l'intégralité du capital social souscrit, ont pris les résolutions suivantes:

1. Le nombre des administrateurs est fixé à trois (3) et celui des commissaires à un (1).
2. Sont appelés aux fonctions d'administrateurs:
 - 1) Monsieur Michel Unsen, précité, ingénieur, né le 1^{er} janvier 1959, demeurant à L-9368 Folkendange, Maison, 1,
 - 2) Madame Myriam Unsen-Bellion, précitée, diplômée E.U.P.E.D., née le 20 août 1961, demeurant à L-9368 Folkendange, Maison, 1, et
 - 3) la société SolarWood FOLKENDANGE SA, avec siège social à L-9368 Folkendange, Maison, 1, RCS Luxembourg B numéro 103.125, dont le représentant permanent est Madame Myriam Unsen-Bellion, précitée.
3. Est appelé aux fonctions de président du conseil d'administration et administrateur délégué: Monsieur Michel Unsen, précité.
4. Est appelé aux fonctions de commissaire aux comptes: FIDUCIAIRE BENOY CONSULTING S.à r.l., ayant son siège social à L-1233 Luxembourg, 13, rue Jean Bertholet, RSC Luxembourg B numéro 39.261.
5. Les mandats des administrateurs et commissaire aux comptes seront de une année et prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de l'an deux mille treize.
6. Le siège social est fixé à l'adresse suivante:
L-9368 Folkendange, Maison 1.

Le notaire instrumentant a rendu les comparants attentifs au fait qu'avant toute activité commerciale de la société présentement fondée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social, ce qui est expressément reconnu par les comparants.

Dont acte, fait et passé à Senningerberg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la personne comparante, es-qualités qu'elle agit, connue du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, cette personne a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: M. Unsen, M. Unsen-Bellion, P. Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, le 28 juillet 2007, LAC/2007/15029. — Reçu 4.000 euros.

Le Receveur (signé): F. Sandt.

Pour copie conforme, délivrée à la société aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 2 juillet 2007.

P. Bettingen.

Référence de publication: 2007108914/202/192.

(070124584) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 septembre 2007.

MFS Investment Management Company (Lux) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 49, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 76.467.

In the year two thousand and seven, on the nineteenth of September.

Before Maitre Paul Frieders, notary, residing in Luxembourg.

Was held the extraordinary general meeting of the shareholders of MFS INVESTMENT MANAGEMENT COMPANY (LUX) S.A., a société anonyme, with registered office in L-1855 Luxembourg, 49, avenue J.F. Kennedy, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register, under number B 76.467, incorporated by deed of the undersigned notary, on June 20, 2000, published in the Memorial C, number 558 of August 4, 2000.

The meeting was presided by Mr Luc Courtois, attorney-at-law, with professional address at 44, rue de la Vallée, L-2660 Luxembourg,

who appointed as secretary Mrs Stéphanie Doebélé, attorney-at-law, with professional address at 44, rue de la Vallée, L-2660 Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer Mrs Christiane Burrell, lawyer, with professional address at 44, rue de la Vallée, L-2660 Luxembourg.

The board of the meeting having thus been constituted, the Chairman declared and requested the notary to state that:

I. The agenda of the extraordinary general meeting is the following:

1. Amendment of Article Three of the Articles of Incorporation to read as follows:

Art. 3. The purpose of the Corporation is the creation, administration and management of MFS INVESTMENT FUNDS, a mutual investment fund - specialized investment fund governed by the law of February 13, 2007 concerning specialized investment funds (the «Funds») and the issue of certificates or statements of confirmation evidencing undivided copropriorship interests in the Fund. The Corporation shall manage any activities connected with the management, administration and promotion of the Fund.

It may on behalf of the Fund, enter into any contracts, purchase, sell, exchange and deliver any securities, proceed to any registrations and transfer in its name or in third parties' names in the register of shares or debentures of any Luxembourg or foreign companies, and exercise on behalf of the Fund and the holders of certificates of the Fund, all rights and privileges, especially all voting rights attached to the securities constituting assets of the Fund. The foregoing powers shall not be considered as exhaustive, but only as declaratory. The Corporation may carry on any activities deemed useful for the accomplishment of its object, remaining, however, within the limitations set forth by the law of February 13, 2007 concerning specialized investment funds.

2. Deletion of the second sentence of Article Five, paragraph 2 of the Articles of Incorporation.

3. Deletion of the words «and for the first time in 2001» from Article Eight, sentence one of the Articles of Incorporation.

4. Deletion of the third sentence of Article Eleven of the Articles of Incorporation.

5. Amendment of Article Twelve, paragraph 1, sentence 1 to read as follows: «The board of directors shall choose from among its members a chairman, and may choose from among its members one or more vice-chairmen.»

6. Amendment of Article Twelve to add a new fifth paragraph worded as follows:

Any director may participate in any meeting of the board of directors by conference call or by other similar means of communication where all the persons taking part in the meeting are able to hear and converse with one another. Participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting. Members of the board of directors who participate in the proceedings of a meeting of the board of directors by means of such a communication device shall ratify their votes so cast by signing one copy of the minutes of the meeting.

7. Amendment of Article Eighteen, paragraph 1, of the Articles of Incorporation to read as follows:

Art. 18. The operations of the Corporation, including particularly its books and fiscal affairs and the filing of any tax returns or other reports required by the laws of Luxembourg, shall be supervised by an auditor. The auditor shall be elected by the general meeting of shareholders for a period ending at the date of the next annual meeting of shareholders and shall remain in office until reelected or until his successor is elected.

8. Deletion of paragraph 2 of Article Eighteen of the Articles of Incorporation.

9. Amendment of Article Nineteen of the Articles of Incorporation to read as follows:

Art. 19. The accounting year of the Corporation shall begin on the first day of January of each year and shall terminate on the 31 st day of December.

10. Amendment of Article Twenty-Three of the Articles of Incorporation to read as follows:

Art. 23. All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the law of 10th August 1915 on commercial companies and amendments thereto and the law of February 13, 2007 concerning specialized investment funds.

II. The shareholders present or represented, the proxies of the shareholders represented and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list having been signed by the shareholders present, the proxy-holders representing shareholders, the members of the board of the meeting and the undersigned notary, shall stay affixed to these minutes with which it will be registered.

The proxies given by the represented shareholders after having been initialled *ne varietur* by the members of the board of the meeting and the undersigned notary shall stay affixed in the same manner to these minutes.

III. It appears from the attendance list that all the one thousand (1,000) shares representing the whole share capital of one hundred and twenty-five thousand euro (125,000.- €) are represented at the present extraordinary general meeting.

IV. The meeting is therefore regularly constituted and can validly deliberate on the agenda, of which the shareholders have been informed before the meeting.

V. After this had been set forth by the Chairman and acknowledged by the members of the board of the meeting, the meeting proceeded to the agenda. The meeting having considered the agenda, the Chairman submitted to the vote the following resolutions which were taken unanimously:

First resolution

The general meeting decides to amend Article three of the Articles of Incorporation to read as follows:

« **Art. 3.** The purpose of the Corporation is the creation, administration and management of MFS INVESTMENT FUNDS", a mutual investment fund - specialized investment fund governed by the law of February 13, 2007 concerning specialized investment funds (the «Fund») and the issue of certificates or statements of confirmation evidencing undivided coproprietorship interests in the Fund. The Corporation shall manage any activities connected with the management, administration and promotion of the Fund.

It may on behalf of the Fund, enter into any contracts, purchase, sell, exchange and deliver any securities, proceed to any registrations and transfer in its name or in third parties' names in the register of shares or debentures of any Luxembourg or foreign companies, and exercise on behalf of the Fund and the holders of certificates of the Fund, all rights and privileges, especially all voting rights attached to the securities constituting assets of the Fund. The foregoing powers shall not be considered as exhaustive, but only as declaratory. The Corporation may carry on any activities deemed useful for the accomplishment of its object, remaining, however, within the limitations set forth by the law of February 13, 2007 concerning specialized investment funds.»

Second resolution

The general meeting decides to delete the second sentence of Article five, paragraph 2 of the Articles of Incorporation.

Third resolution

The general meeting decides to delete the words «and for the first time in 2001» from Article eight, sentence one of the Articles of Incorporation.

Fourth resolution

The general meeting decides to delete the third sentence of Article eleven of the Articles of Incorporation.

Fifth resolution

The general meeting decides to amend Article twelve, paragraph 1, sentence 1 to read as follows:

«The board of directors shall choose from among its members a chairman, and may choose from among its members one or more vice-chairmen.»

Sixth resolution

The general meeting decides to amend Article twelve to add a new fifth paragraph worded as follows:

«Any director may participate in any meeting of the board of directors by conference call or by other similar means of communication where all the persons taking part in the meeting are able to hear and converse with one another. Participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting. Members of the board of directors who participate in the proceedings of a meeting of the board of directors by means of such a communication device shall ratify their votes so cast by signing one copy of the minutes of the meeting.»

Seventh resolution

The general meeting decides to amend Article eighteen, paragraph 1, of the Articles of Incorporation to read as follows:

« **Art. 18.** The operations of the Corporation, including particularly its books and fiscal affairs and the filing of any tax returns or other reports required by the laws of Luxembourg, shall be supervised by an auditor. The auditor shall be elected by the general meeting of shareholders for a period ending at the date of the next annual meeting of shareholders and shall remain in office until reelected or until his successor is elected.»

Eighth resolution

The general meeting decides to delete paragraph 2 of Article eighteen of the Articles of Incorporation.

Ninth resolution

The general meeting decides to amend Article nineteen of the Articles of Incorporation to read as follows:

« **Art. 19.** The accounting year of the Corporation shall begin on the first day of January of each year and shall terminate on the 31st day of December.»

Tenth resolution

The general meeting decides to amend Article twenty-three of the Articles of Incorporation to read as follows:

« **Art. 23.** All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the law of 10th August 1915 on commercial companies and amendments thereto and the law of February 13, 2007 concerning specialized investment funds.»

There being no further items on this agenda, the meeting was closed.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, known to the notary by their surnames, given names, civil status and residences, the members of the board of the meeting signed together with the notary the present original deed.

Follow the French version:

L'an deux mille sept, le dix-neuf septembre.

Par-devant Maître Paul Frieders, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est tenue l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme MFS INVESTMENT MANAGEMENT COMPANY S.A., avec siège social à L-1855 Luxembourg, 49, avenue J.F. Kennedy, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 76.467, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentaire en date du 20 juin 2000, publié au Mémorial C, numéro 558 du 4 août 2000,

La séance est ouverte sous la présidence de Maître Luc Courtois, avocat à la Cour, avec adresse professionnelle au 44, rue de la Vallée, L-2660 Luxembourg,

qui désigne comme secrétaire Maître Stéphanie Doebélé, avocat à la Cour, avec adresse professionnelle au 44, rue de la Vallée, L-2660 Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Christiane Burrell, juriste, avec adresse professionnelle à 44, rue de la Vallée, L-2660 Luxembourg.

Le bureau ayant été constitué, le président expose et prie le notaire d'acter:

I. Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

1. Modification de l'article trois des Statuts afin de le lire comme suit:

« **Art. 3.** L'objet de la Société est la création, l'administration et la gestion de MFS INVESTMENT FUNDS, un fonds commun de placement - fonds d'investissement spécialisé régi par la loi du 13 février 2007 concernant les fonds d'investissement spécialisés (le «Fonds») et l'émission de certificats ou de confirmations représentant ou documentant des parts de copropriété indivise dans ce Fonds. La Société se chargera de toute action en rapport avec la gestion, l'administration et la promotion du Fonds.

Elle pourra, pour le compte du Fonds, conclure des contrats, acheter, vendre, échanger et délivrer toutes valeurs mobilières, procéder à toutes inscriptions et transferts à son nom et au nom des tiers dans les registres d'actions ou d'obligations de toutes sociétés luxembourgeoises et étrangères et exercer pour compte du Fonds et des propriétaires de certificats du Fonds tous droits et privilèges en particulier tous droits de vote attachés aux valeurs mobilières constituant les avoirs du Fonds. Cette énumération n'est pas limitative, mais simplement indicative. La Société pourra exercer toutes activités estimées utiles à l'accomplissement de son objet, en restant toutefois dans les limites tracées par la loi du 13 février 2007 concernant les fonds d'investissement spécialisés.»

2. Suppression de la deuxième phrase au paragraphe 2 de l'article cinq des Statuts.

3. Suppression des mots «et pour la première fois en 2001» à la première phrase de l'article huit des Statuts.

4. Suppression de la troisième phrase de l'article onze des Statuts.

5. Modification de la première phrase au paragraphe 1 de l'article douze afin de le lire comme suit:

«Le conseil d'administration doit choisir parmi ses membres un président et pourra élire en son sein un ou plusieurs vice-présidents.»

6. Modification de l'article douze par l'ajout d'un nouveau cinquième paragraphe libellé comme suit :

«Tout administrateur peut participer à une réunion du conseil d'administration au moyen d'une conférence téléphonique ou de tous autres moyens similaires de communication dès lors que toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'entendre et converser. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une participation en personne à celle-ci. Les membres du conseil d'administration qui participent à une réunion du conseil d'administration à l'aide d'un tel système de communication doivent ratifier leurs votes exprimés en signant une copie du procès-verbal de la réunion.»

7. Modification du paragraphe 1 de l'article dix-huit des Statuts afin de le lire comme suit:

« **Art. 18.** Les opérations de la Société, comprenant notamment la tenue de sa comptabilité, les questions fiscales et l'établissement de toutes déclarations d'impôt ou autres déclarations prévues par la loi luxembourgeoise, seront surveillées par un réviseur d'entreprises indépendant. Le réviseur d'entreprises indépendant sera élu par l'assemblée générale annuelle des actionnaires pour une période prenant fin le jour de la prochaine assemblée générale annuelle des actionnaires et restera en fonction, jusqu'à sa réélection ou l'élection de son successeur.»

8. Suppression du paragraphe 2 de l'article dix-huit des Statuts.

9. Modification de l'article dix-neuf des Statuts afin de le lire comme suit:

« **Art. 19.** L'exercice social commencera le premier janvier de chaque année et se terminera le trente et un décembre de la même année.»

10. Modification de l'article vingt-trois des Statuts afin de le lire comme suit :

« **Art. 23.** Pour toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses lois modificatives, ainsi qu'à la loi du 13 février 2007 concernant les fonds d'investissement spécialisés.»

II. Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés, les membres du bureau et le notaire soussigné, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés après avoir été paraphées ne varietur par les membres du bureau et le notaire instrumentaire.

III. Il résulte de cette liste de présence que toutes les mille (1.000) actions représentatives de l'intégralité du capital social de cent vingt-cinq mille euros (125.000,- €) sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire.

IV. Que la présente assemblée est donc régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur son ordre du jour, duquel les actionnaires déclarent avoir, eu préalablement connaissance.

V. Ces faits exposés par le président et reconnus exacts par les membre du bureau, l'assemblée passe à l'ordre du jour. Après délibération, le président met aux voix les résolutions suivantes qui ont été adoptées à l'unanimité:

Première résolution

L'assemblée générale décide de modifier l'article trois des Statuts pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 3.** L'objet de la Société est la création, l'administration et la gestion de MFS INVESTMENT FUNDS, un fonds commun de placement - fonds d'investissement spécialisé régi par la loi du 13 février 2007 concernant les fonds d'investissement spécialisés (le «Fonds») et l'émission de certificats ou de confirmations représentant ou documentant des parts de copropriété indivise dans ce Fonds. La Société se chargera de toute action en rapport avec la gestion, l'administration et la promotion du Fonds.

Elle pourra, pour le compte du Fonds, conclure des contrats, acheter, vendre, échanger et délivrer toutes valeurs mobilières, procéder à toutes inscriptions et transferts à son nom et au nom des tiers dans les registres d'actions ou d'obligations de toutes sociétés luxembourgeoises et étrangères et exercer pour compte du Fonds et des propriétaires de certificats du Fonds tous droits et privilèges en particulier tous droits de vote attachés aux valeurs mobilières constituant les avoirs du Fonds. Cette énumération n'est pas limitative, mais simplement indicative, La Société pourra exercer toutes activités estimées utiles à l'accomplissement de son objet, en restant toutefois dans les limites tracées par la loi du 13 février 2007 concernant les fonds d'investissement spécialisés.»

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide de supprimer la deuxième phrase du paragraphe 2 de l'article cinq des Statuts.

Troisième résolution

L'assemblée générale de supprimer les mots «et pour la première fois en 2001» dans la première phrase de l'article huit des Statuts.

Quatrième résolution

L'assemblée générale décide de supprimer la troisième phrase de l'article onze des Statuts.

Cinquième résolution

L'assemblée générale décide de modifier la première phrase du paragraphe 1 de l'article douze pour lui donner la teneur suivante:

«Le conseil d'administration doit choisir parmi ses membres un président et pourra élire en son sein un ou plusieurs vice-présidents.»

Sixième résolution

L'assemblée générale décide de modifier l'article douze par l'ajout d'un nouveau cinquième paragraphe libellé comme suit :

«Tout administrateur peut participer à une réunion du conseil d'administration au moyen d'une conférence téléphonique ou de tous autres moyens similaires de communication dès lors que toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'entendre et converser. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une participation en personne à celle-ci. Les membres du conseil d'administration qui participent à une réunion du conseil d'administration à l'aide d'un tel système de communication doivent ratifier leurs votes exprimés en signant une copie du procès-verbal de la réunion.»

Septième résolution

L'assemblée générale décide de modifier le paragraphe 1 de l'article dix-huit des Statuts pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 18.** Les opérations de la Société, comprenant notamment la tenue de sa comptabilité, les questions fiscales et l'établissement de toutes déclarations d'impôt ou autres déclarations prévues par la loi luxembourgeoise, seront surveillées par un réviseur d'entreprises indépendant. Le réviseur d'entreprises indépendant sera élu par l'assemblée générale annuelle des actionnaires pour une période prenant fin le jour de la prochaine assemblée générale annuelle des actionnaires et restera en fonction, jusqu'à sa réélection ou l'élection de son successeur.»

Huitième résolution

L'assemblée générale décide de supprimer le paragraphe 2 de l'article dix-huit des Statuts.

Neuvième résolution

L'assemblée générale décide de modifier l'article dix-neuf des Statuts pour lui donner la teneur suivante :

« **Art. 19.** L'exercice social commencera le premier janvier de chaque année et se terminera le trente et un décembre de la même année.»

Dixième résolution

L'assemblée générale décide de modifier l'article vingt-trois des Statuts pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 23.** Pour toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses lois modificatives, ainsi qu'à la loi du 13 février 2007 concernant les fonds d'investissement spécialisés.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, la séance est levée.

Le notaire instrumentant, qui comprend et parle la langue anglaise, constate que sur la demande des comparants, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version en langue française. Sur demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre la version anglaise et la version française, le texte anglais prévaudra.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire instrumentaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, les membres du bureau ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: L. Courtois, St. Doebélé, Ch. Burrell, Frieders.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 21 septembre 2007. LAC/2007/27683. Reçu douze euros.

Le Receveur (signé): F. Sandt.

Pour expédition conforme, délivrée sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 octobre 2007.

P. Frieders.

Référence de publication: 2007116864/212/261.

(070133920) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 octobre 2007.

Redalpine Venture Partners S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 2, rue Heinrich Heine.

R.C.S. Luxembourg B 130.663.

—
STATUTEN

Im Jahre 2007, am neunten Juli.

Vor der unterzeichneten Notarin Martine Schaeffer mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

Ist erschienen:

REDALPINE VENTURES PARTNERS AG, eine Gesellschaft, gegründet nach Schweizer Recht, mit Sitz in Chasseralstrasse 1-9, CH-4900 Langenthal,

vertreten durch Julia Blunck, Rechtsanwältin, mit beruflichem Sitz in Luxemburg, auf Grund einer Vollmacht erteilt in Langenthal (Schweiz) am 3. Juli 2007.

Diese Vollmacht bleibt nach Unterzeichnung und Paraphierung ne varietur durch die erschienene Partei und die unterzeichnete Notarin gegenwärtiger Urkunde als Anlage beigefügt, um mit derselben registriert zu werden.

In ihrer oben beschriebenen Eigenschaft ersucht die erschienene Partei die unterzeichnete Notarin, die Satzung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), die sie hiermit gründet, wie folgt zu beurkunden:

A. Rechtsform - Zweck - Dauer - Name - Sitz

Art. 1. Hiermit wird zwischen vorbenannter Partei und denjenigen, die in Zukunft Gesellschafter werden, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) (nachstehend die «Gesellschaft») gegründet.

Art. 2. Hauptzweck der Gesellschaft ist es, als persönlich haftender Gesellschafter (associé commandité) und Geschäftsführer (gérant) der REDALPINE CAPITAL I S.C.S., SICAR (die SICAR), einer Investmentgesellschaft zur Anlage in Risikokapital (société d'investissement en capital à risque) gemäß dem Gesetz vom 15. Juni 2004 über die Investmentgesellschaft zur Anlage in Risikokapital in der Form einer Kommanditgesellschaft (société en commandite simple) tätig zu werden.

Die Gesellschaft kann in dieser Funktion sämtliche Tätigkeiten ausführen, die im Zusammenhang mit der Verwaltung, der Geschäftsführung und der Vermarktung der SICAR stehen. Die Gesellschaft kann im Namen und für Rechnung der SICAR Verträge abschließen, übertragbare Wertpapieren kaufen, verkaufen, tauschen und übertragen; sie kann in eigenem Namen oder im Namen Dritter jedwede Eintragung und Übertragung in Aktionärs- oder Schuldverschreibungsregister jeder Luxemburger oder ausländischen Gesellschaft durchführen und für Rechnung der SICAR und der Kommanditisten der SICAR alle Rechte und Vorzugsrechte, insbesondere jedes mit den Vermögenswerten der SICAR verbundene Stimmrecht, ausüben. Diese Aufzählung ist nicht abschließend.

Ferner kann die Gesellschaft Beteiligungen in jeder Form an Luxemburger oder ausländischen Gesellschaften halten, und sie kann auch jede andere Anlageform erwerben, sei es durch Kauf, Zeichnung oder jede andere Art und Weise, Wertpapiere übertragen, sei es durch Kauf, Tausch oder jede andere Form, und ihr Beteiligungsportfolio verwalten, kontrollieren und weiterentwickeln.

Die Gesellschaft kann den Gesellschaften, an denen sie unmittelbar oder mittelbar beteiligt ist, oder die zur selben Unternehmensgruppe wie die Gesellschaft gehören, durch die Gewährung von Darlehen und/oder Garantien oder auf andere Weise Beistand leisten.

Die Gesellschaft kann auch als Mitglied in Gremien und/oder Ausschüssen der Beteiligungsgesellschaften der SICAR tätig werden.

Allgemein kann die Gesellschaft alle Handels-, Gewerbe- oder Finanzgeschäfte betreiben und alle sonstigen Tätigkeiten ausüben, die der Erreichung ihres Zweckes förderlich sind.

Art. 3. Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Zeit gegründet.

Art. 4. Die Gesellschaft führt die Bezeichnung REDALPINE VENTURE PARTNERS S.à r.l.

Art. 5. Der Sitz der Gesellschaft ist in Luxemburg. Er kann durch Beschluss des alleinigen Geschäftsführers oder der Geschäftsführer, die gemeinsam die Geschäftsleitung der Gesellschaft bilden, an jeden anderen Ort in Luxemburg-Stadt verlegt werden.

B. Gesellschaftskapital - Anteile

Art. 6. Das Gesellschaftskapital beträgt zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-), aufgeteilt in einhundertfünfzig (125) Anteile mit einem Wert von je einhundert Euro (EUR 100,-).

Jeder Anteil berechtigt zu einer Stimme in ordentlichen und außerordentlichen Generalversammlungen.

Art. 7. Die Anteile der Gesellschaft sind unter Gesellschaftern frei übertragbar. Sie können nur mit vorheriger Zustimmung der Mehrheit der übrigen Gesellschafter von drei Viertel des Gesellschaftskapitals an neue Gesellschafter übertragen werden.

Art. 8. Die Gesellschaft erkennt nur jeweils einen Eigentümer pro Anteil an. Miteigentümer müssen einen einzigen Vertreter ernennen, der sie gegenüber der Gesellschaft vertritt.

Art. 9. Das Gesellschaftskapital kann jederzeit mit Zustimmung der Mehrheit der Gesellschafter von drei Vierteln des Gesellschaftskapitals oder ggf. durch Beschluss des alleinigen Gesellschafters abgeändert werden.

Art. 10. Durch den Tod, die zeitweilige Aufhebung von Bürgerrechten, den Konkurs oder die Zahlungsunfähigkeit eines Gesellschafters wird die Gesellschaft nicht aufgelöst.

C. Geschäftsführung

Art. 11. Die Geschäftsführung der Gesellschaft besteht aus einem oder mehreren Geschäftsführern, die gemeinsam die Geschäftsleitung bilden. Der/die Geschäftsführer muss/müssen nicht Gesellschafter sein.

Der/die Geschäftsführer ist/sind mit den weitestgehenden, d.h. mit sämtlichen nicht den Gesellschaftern bzw. der Generalversammlung gesetzlich ausdrücklich obliegenden Befugnissen ausgestattet, unter allen Umständen im Namen der Gesellschaft zu handeln und alle Handlungen und Geschäfte, die im Einklang mit dem Gesellschaftszweck stehen, auszuführen und zu erlauben. Der/die Geschäftsführer wird/werden durch die Generalversammlung ernannt, welche dessen/deren Amtsdauer festsetzt. Der/die Geschäftsführer kann/können jederzeit, ohne Angabe eines rechtfertigenden Grundes («cause légitime») durch die Generalversammlung abberufen werden.

Die Gesellschaft wird unter allen Umständen nur durch die Unterschrift des alleinigen Geschäftsführers oder im Falle mehrerer Geschäftsführer durch die gemeinsame Zeichnung zweier Geschäftsführer oder durch die Unterschrift einer Person verpflichtet, der die Befugnis zur Unterzeichnung durch den alleinigen Geschäftsführer bzw. die Geschäftsleitung erteilt worden ist. Der alleinige Geschäftsführer/die Geschäftsleitung kann besondere Vollmachten auf Grund notariell beglaubigter oder privatschriftlicher Urkunde erteilen.

Art. 12. Die Geschäftsleitung kann unter ihren Mitgliedern einen Vorsitzenden und einen stellvertretenden Vorsitzenden ernennen. Die Geschäftsleitung kann auch einen Sekretär ernennen, der kein Geschäftsführer zu sein braucht, und der für das Führen der Protokolle der Sitzungen der Geschäftsleitung und der Generalversammlungen zuständig ist.

Die Geschäftsleitung tagt auf Einberufung durch den Vorsitzenden oder durch zwei Geschäftsführer an dem in dem Einberufungsschreiben genannten Ort. Der Vorsitzende leitet alle Sitzungen der Geschäftsleitung und der Generalversammlungen, aber in seiner Abwesenheit können die übrigen Geschäftsführer mit der Mehrheit der Anwesenden einen anderen vorläufigen Vorsitzenden ernennen.

Jedes Mitglied der Geschäftsleitung muss mindestens vierundzwanzig Stunden vor dem geplanten Sitzungsdatum ein Einberufungsschreiben erhalten, außer in dringenden Fällen, in denen die Natur der Dringlichkeit im Einberufungsschreiben anzugeben ist. Durch schriftliche oder per Fax oder E-Mail gegebene Einwilligung eines jeden Geschäftsführers kann auf das Einberufungsschreiben verzichtet werden.

Ein Einberufungsschreiben ist auch für solche Sitzungen nicht erforderlich, bei denen alle Geschäftsführer anwesend oder vertreten sind und erklären, dass sie vor der Sitzung von der Tagesordnung Kenntnis hatten, sowie für einzelne Sitzungen, die zu einer Zeit und an einem Ort stattfinden, die vorher durch Beschluss der Geschäftsleitung festgesetzt wurden.

Jeder Geschäftsführer kann sich an jeder Sitzung durch einen anderen Geschäftsführer vertreten lassen, den er schriftlich, auch per Faxschreiben oder, wenn die Herkunft erwiesen ist, per E-Mail, ernannt hat.

Die Geschäftsleitung ist nur dann beratungs- und beschlussfähig, wenn mindestens die Mehrheit der Geschäftsführer anwesend oder vertreten ist. Entscheidungen werden mit einer Mehrheit der an einer solchen Sitzung anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer gefasst.

Jeder Geschäftsführer kann durch eine Konferenzschaltung oder durch ein ähnliches Kommunikationsmittel an einer Sitzung teilnehmen unter der Bedingung, dass jeder Teilnehmer der Sitzung alle anderen verstehen und mit diesen kommunizieren kann. Die Teilnahme an einer Sitzung auf diese Weise entspricht einer persönlichen Teilnahme an der Sitzung.

Die Geschäftsleitung kann einstimmige Beschlüsse auf einem oder mehreren von einander getrennten ähnlichen Dokumenten durch Rundschreiben fassen, wenn jeder Geschäftsführer seine Zustimmung schriftlich, per Fax, per E-Mail oder durch jedes andere Kommunikationsmittel erteilt. Die Gesamtheit solcher Dokumente bildet das als Beweis der Beschlussfassung geltende Protokoll.

Art. 13. Die Protokolle aller Sitzungen der Geschäftsleitung werden vom Vorsitzenden oder in seiner Abwesenheit vom vorläufigen Vorsitzenden, der dieser Sitzungsvorstand, oder von zwei Geschäftsführern unterzeichnet. Die Kopien oder Auszüge der Protokolle, die vor Gericht oder anderweitig vorgelegt werden sollen, müssen vom Vorsitzenden, vom Sekretär oder von zwei Geschäftsführern unterzeichnet werden.

Art. 14. Der alleinige Geschäftsführer oder die Geschäftsleitung kann einen oder mehrere natürliche oder juristische Personen bestimmen, die die Geschäfte dieser Gesellschaft tatsächlich leiten sollen. Diese Personen müssen weder Mitglied der Geschäftsleitung noch Gesellschafter sein. Ihre Befugnisse und Aufgaben werden seitens des alleinigen Geschäftsführers oder der Geschäftsleitung bestimmt. Sie können jederzeit durch den alleinigen Geschäftsführer oder die Geschäftsleitung abberufen werden.

Art. 15. Die Gesellschaft wird durch den Tod oder den Rücktritt eines Geschäftsführers, aus welchem Grund dies auch immer sein sollte, nicht aufgelöst.

Art. 16. Es besteht keine persönliche Haftung der Geschäftsführer für Verbindlichkeiten, die sie im Namen der Gesellschaft vorschriftsmäßig eingehen bzw. eingegangen sind. Als Bevollmächtigte sind sie lediglich für die Ausübung ihres Mandates verantwortlich.

D. Entscheidungen der Generalversammlung - Entscheidungen des alleinigen Gesellschafters

Art. 17. Jeder Gesellschafter kann an den Generalversammlungen der Gesellschaft teilnehmen, unabhängig von der Anzahl der in seinem Eigentum stehenden Anteile. Jeder Gesellschafter hat so viele Stimmen, wie er Gesellschaftsanteile besitzt oder vertritt.

Art. 18. Die Beschlüsse der Gesellschafter sind nur rechtswirksam, wenn sie von Gesellschaftern gefasst werden, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten.

Eine Satzungsänderung erfordert die Zustimmung der Mehrheit der Gesellschafter, die wenigstens drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten.

Art. 19. Ein etwaiger alleiniger Gesellschafter übt die Befugnisse aus, die der Generalversammlung gemäß Abschnitt XII des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner jeweils gültigen Fassung zustehen.

E. Geschäftsjahr - Konten - Gewinnausschüttungen

Art. 20. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Juli eines jeden Jahres und endet am dreißigsten Juni des darauf folgenden Jahres.

Art. 21. Jedes Jahr zum dreißigsten Juni werden die Konten geschlossen und der/die Geschäftsführer stellt/stellen eine Bilanz und eine Gewinn- und Verlustrechnung auf (gemeinsam der «Jahresabschluss»). Das Ergebnis der Gewinn- und Verlustrechnung nach Abzug der Ausgaben, Kosten, Abschreibungen, Belastungen und Rückstellungen ist der Nettogewinn der Gesellschaft. Jeder Gesellschafter kann am Gesellschaftssitz Einsicht in den Jahresabschluss nehmen.

Art. 22. Fünf Prozent (5%) des Nettogewinns werden der gesetzlichen Rücklage zugeführt, bis diese zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals beträgt. Der verbleibende Betrag steht den Gesellschaftern zur freien Verfügung. Dividenden können in Übereinstimmung mit den Vorschriften des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften ausgeschüttet werden. Analog Artikel 72-2 vorbenannten Gesetzes ist die Geschäftsleitung ermächtigt, Zwischendividenden als Abschlag auf die zu erwartende Dividendenberechtigung am Ende des Geschäftsjahres auszuzahlen.

F. Auflösung - Liquidation

Art. 23. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation von einem oder mehreren Liquidatoren, die keine Gesellschafter sein müssen, durchgeführt; die Liquidatoren werden durch die Generalversammlung der Gesellschaft oder durch den etwaigen alleinigen Gesellschafter ernannt, durch die/den auch die Befugnisse und Vergütungen der Liquidatoren festgelegt werden. Sofern nicht anders vorgesehen, haben die Liquidatoren alle Befugnisse zur Verwertung des Vermögens und zur Begleichung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft.

Der nach Begleichung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft verbleibende Überschuss wird unter den Gesellschaftern im Verhältnis zu dem ihnen zustehenden Kapitalanteil aufgeteilt, insofern keine anderen schriftlichen Vereinbarungen getroffen wurden, oder an den etwaigen alleinigen Gesellschafter ausgeschüttet.

Weder eine Fusion noch eine Zusammenführung der Gesellschaft mit einem oder mehreren Rechtsträger(n), noch eine Fusion oder Zusammenführung einer oder mehrerer Rechtsträger mit der Gesellschaft, noch ein Verkauf, eine Übertragung, ein Leasing oder Tausch (gegen Geld, Wertpapiere oder anderweitige Gegenleistung) aller oder eines Teils der Aktiva der Gesellschaft ist eine Liquidation im Sinne dieses Artikels 23 dieser Satzung, es sei denn, diese Fusion, diese Zusammenführung, dieser Verkauf, diese Übertragung, dieses Leasing oder dieser Tausch steht in Verbindung mit oder soll ein Plan sein zur völligen Liquidation, Auflösung oder Abwicklung der Gesellschaft.

Art. 24. Alle nicht in dieser Satzung geregelten Punkte werden durch das Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften, in seiner jeweils gültigen Fassung, geregelt.

Zeichnung und Zahlung

Sämtliche Anteile wurden von dem Gesellschafter REDALPINE VENTURE PARTNERS AG, vorgenannt, gezeichnet für einen Gesamtpreis von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-). Alle Anteile wurden vollständig einbezahlt, sodass vorgenannte Summe von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-), die vollständig dem Gesellschaftskapital zugewiesen wird, von jetzt an der Gesellschaft zur Verfügung steht, wie der unterzeichneten Notarin nachgewiesen wurde.

Übergangsbestimmungen

Das erste Geschäftsjahr beginnt am Tag der Gründung der Gesellschaft und endet am 30. Juni 2008.

Kosten

Die der Gesellschaft aus Anlass ihrer Gründung entstehenden Kosten, Honorare und Auslagen werden auf ungefähr eintausendfünfhundert Euro (EUR 1.500,-) geschätzt.

Beschlüsse der Gesellschafter

Unverzüglich nach der Gründung der Gesellschaft hat der alleinige Gesellschafter, der das gesamte gezeichnete Kapital vertritt, folgende Beschlüsse gefasst:

1. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in 2, rue Heinrich Heine, L-1720 Luxemburg;

2. Folgende Personen werden auf unbestimmte Zeit zu Geschäftsführern der Gesellschaft ernannt; sie bilden gemeinsam die Geschäftsleitung:

Nicolas Berg, geboren am 25. Dezember 1959 in Solothurn (Schweiz), wohnhaft in Alte Bernstrasse 78, CH-4500 Solothurn,

Massimo Lattmann, geboren am 29. April 1943 in St. Gallen SG (Schweiz), wohnhaft in Bodengasse 3, CH-8803 Rüs-chlikon,

Peter Niederhauser, geboren am 11. Oktober 1963 in Huttwil BE (Schweiz), wohnhaft in Bergstrasse 22, CH-4912 Aarwangen,

Michael Sidler, geboren am 12. Juli 1968 in Littau LU (Schweiz), wohnhaft in Tellestrasse 13, CH-5416 Kirchdorf.

Worüber Urkunde aufgenommen wurde in Luxemburg am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung und Erklärung des Vorstehenden an den Erschienenen, der der Notarin nach Namen, Vornamen, sowie Stand und Wohnort bekannt ist, hat der Erschienene mit der Notarin gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: J. Blunck, M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg, le 12 juillet 2007, LAC/2007/17810. — Reçu 125 euros.

Le Receveur (signé): F. Sandt.

Pour copie conforme, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 august 2007.

M. Schaeffer.

Référence de publication: 2007117689/5770/189.

(070111663) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2007.

TOP Concept, Fonds Commun de Placement.

Die AXXION S.A., H.R. Luxemburg B 82.112, hat als Verwaltungsgesellschaft mit Zustimmung der BANQUE DE LUXEMBOURG S.A. beschlossen, den Teilfonds TOP CONCEPT - VALUE unter dem Umbrellafonds TOP CONCEPT (Organismus für gemeinsame Anlagen) aufzulegen, der den Bestimmungen des Teils I des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über die Organismen für gemeinsame Anlagen unterliegt. Zeichnungen sind erstmals am 8. Oktober 2007 möglich.

Das Sonderreglement wurde beim Registre de Commerce et des Sociétés (Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister) hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, den 8. Oktober 2007.

AXXION S.A. / BANQUE DE LUXEMBOURG S.A.

Verwaltungsgesellschaft / Depotbank

Unterschriften / Unterschriften

Référence de publication: 2007117690/6633/18.

Enregistré à Luxembourg, le 27 septembre 2007, réf. LSO-CI09956. - Reçu 16 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070131836) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} octobre 2007.

Société Européenne de Promotion et de Développement Immobiliers S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5326 Contern, 15-17, rue Edmond Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 78.045.

1. Il résulte des décisions prises par l'assemblée générale des actionnaires tenue le 27 septembre 2007 que:

- L'assemblée a pris acte du décès des administrateurs Paul Irthum et Mathias Irthum.

- La démission de Monsieur Carlo Irthum de son mandat d'administrateur a été acceptée.

- Ont été nommés au sein du Conseil d'Administration et jusqu'à la tenue de l'assemblée générale prévue en 2013:

* Monsieur Marc Diver, né le 7 septembre 1963 à Mechelen (B), demeurant 20, rue de Canach à L-5368 Schuttrange

* Monsieur Nicolas Van Schap, né le 20 juillet 1971 à Bonheiden (Belgique), demeurant Schuttersvest 55/11 à B-2800 Mechelen

* Madame Godelieve Buyl, née le 11 décembre 1963 à Geraardsbergen (Belgique), demeurant Paddenpoelstraat 2 à B-3150 Haacht

- La démission de Madame Marie-Jeanne Linden de son mandat de commissaire aux comptes a été acceptée. Le mandat de commissaire aux comptes est désormais confié à la société EASY S.à r.l. avec siège social sis 24, rue Ignace de la Fontaine à L-1532 Luxembourg jusqu'à l'assemblée générale à tenir en 2010.

2. Il résulte des décisions prises par le Conseil d'Administration réuni le 27 septembre 2007 que Monsieur Marc Diver, né le 7 septembre 1963 à Mechelen (B), demeurant 20, rue de Canach à L-5368 Schuttrange et Monsieur Nicolas Van Schap, né le 20 juillet 1971 à Bonheiden (Belgique), demeurant Schuttersvest 55/11 à B-2800 Mechelen ont été nommés aux fonctions d'administrateurs délégués; ils auront tous pouvoirs pour engager valablement la société par leur signature. La démission de Monsieur Carlo Irthum de son mandat d'administrateur emporte de facto sa démission de ses fonctions d'administrateur délégué chargé de la gestion journalière de la société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2007122306/607/31.

Enregistré à Luxembourg, le 4 octobre 2007, réf. LSO-CJ01970. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070142631) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 octobre 2007.

LIC US Real Estate Fund No. 1 SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 122.582.

Im Jahre zweitausendsieben, am zwanzigsten September.

Vor dem unterzeichnenden Notar Martine Schaeffer, mit Amtssitz in Luxemburg.

Sind die Aktionäre der société d'investissement à capital variable LIC US REAL ESTATE FUND NO. 1 SICAV mit Sitz in L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle, gegründet gemäss Urkunde, aufgenommen durch den Notar Jean-Joseph Wagner mit Amtssitz in Sassenheim (Großherzogtum Luxemburg), am 18. Dezember 2006, veröffentlicht im Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations, vom 3. Januar 2007, Nummer 2, zu einer außerordentlichen Generalversammlung zusammengetreten.

Als Vorsitzender der Generalversammlung amtiert Herr Pierre-Alexandre Delagardelle, Rechtsanwalt, geschäftsansässig in L-2314 Luxembourg, 4, place de Paris.

Zum Schriftführer wird bestellt Frau Elke Leenders, Rechtsanwältin, geschäftsansässig in L-2314 Luxembourg, 4, place de Paris.

Die Versammlung bestellt als Stimmzähler Herrn Tobias Lochen, Rechtsanwalt, geschäftsansässig in L-2314 Luxembourg, 4, place de Paris.

Bericht des Vorsitzenden

Der Vorsitzende berichtet und die Versammlung stellt fest:

1. Die Aktionäre sowie deren bevollmächtigte Vertreter sind unter Angabe des Namens, Vornamens, des Datums der Vollmachten sowie der Stückzahl der vertretenen Aktien auf einer Anwesenheitsliste mit ihrer Unterschrift eingetragen. Die Anwesenheitsliste wird durch den Vorsitzenden abgeschlossen und durch den Sammlungsvorstand gezeichnet. Sie wird dem gegenwärtigen Protokoll nebst den darin erwähnten Vollmachten, welche durch die Erschienenen ne varietur paraphiert wurden, beigefügt bleiben, um mit demselben einregistriert zu werden.

2. Aus dieser Anwesenheitsliste geht hervor, das gesamte Aktienkapital von USD 20.230.000,- USD (zwanzig Millionen zweihundertdreißigtausend Dollar der Vereinigten Staaten) eingeteilt in 2.023 (zweitausenddreihundzwanzig) voll eingezahlte Aktien ohne Nennwert, bei der gegenwärtigen Versammlung vertreten ist. Da alle Aktionäre oder deren Vertreter erklären, dass sie die Tagesordnung kennen und auf die gesetzliche und statutarische Einberufung verzichten, ist somit ist die gegenwärtige Versammlung rechtsgültig zusammengetreten und befugt, über nachstehende Tagesordnung zu beschließen.

3. Die gegenwärtige Versammlung hat zur Tagesordnung:

Tagesordnung:

1. Änderung der Definitionen der Begriffe «Acquisition Fee», «Asset Advisory Fee», Bindungszeitraum», «Closing», «Depotbank», «Erstes Closing», «Gesellschaft», «Investment Advisory Agreement», «Investment Advisory Fees», «Performance Fees», «Sales Fee» sowie «Verbundenes Unternehmen»; Einfügung der Definitionen der Begriffe «Fund Advisor» sowie «Fund Advisory Agreement», «Gesetz vom 13. Februar 2007», «Real Estate Investment Advisor» und Streichung der Definition der Begriffe «Gesetz von 19. Juni 1991» sowie «Investment Advisor».

2. Änderung von Artikel 1 der Satzung, um der Tatsache Rechnung zu tragen, dass die Gesellschaft dem Gesetz vom 13. Februar 2007 unterworfen ist.

3. Änderung von Artikel 4 der Satzung, um ihm folgenden Wortlaut zu geben:

«Ausschließlicher Zweck der Gesellschaft ist die direkte oder indirekte Anlage ihres Vermögens nach dem Prinzip der Risikostreuung sowohl direkt als auch über Gesellschaften in Immobilien, mit dem Ziel, den Aktionären Erträge aus der

Verwaltung, Bewirtschaftung und Veräußerung der Immobilien zukommen zu lassen. Die Gesellschaft ist befugt, alle Maßnahmen zu ergreifen und Geschäfte abzuschließen, die sie zur Erfüllung und Entwicklung ihres Geschäftszwecks für nützlich hält, soweit dies nach dem Gesetz vom 13. Februar 2007 zulässig ist.»

4. Änderung von Artikel 5, Ziffer (3), Artikel 25, zweiter Absatz, Artikel 31, zweiter Absatz sowie 35 der Satzung, um sie an die Bestimmungen des Gesetzes vom 13. Februar 2007 anzupassen.

5. Änderung von Artikel 9 Ziffer (3), letzter Absatz der Satzung, um die Möglichkeit der Erhebung einer Rücknahmegebühr zu streichen.

6. Änderung von Artikel 20 der Satzung, um ihn an die geänderte Beratungsstruktur mit Real Estate Investment Advisor and Fund Advisor anzupassen.

7. Änderung von Artikel 21, 4. Absatz, letzter Satz der Satzung, um ihn an die Ernennung des Real Estate Investment Advisors sowie des Fund Advisory anzupassen.

8. Änderung von Artikel 22, erster Absatz der Satzung, um die Übertragung von Aufgaben des Real Estate Investment Advisor an Sub-Investment Advisors vorzusehen.

9. Änderung von Artikel 22, zweiter Absatz, 7. und 11. Punkt der Satzung, um ihn an die Ernennung des Real Estate Investment Advisors sowie des Fund Advisory anzupassen (7. Punkt) bzw. um Aufwendungen für spezielle, statutarisch oder vertraglich vorgesehenen Prüfungsaufgaben zu berücksichtigen (11. Punkt).

10. Änderung der ersten zwei Absätze des Artikel 23, den letzten Satz von Artikel 24, von Artikel 27, Ziffer (2), lit a), lit e) des ersten Absatzes und zweiter Absatz sowie Artikel 32, letzter Absatz der Satzung, um diese Bestimmungen an die geänderte Beratungsstruktur mit Real Estate Investment Advisor and Fund Advisor anzupassen.

11. Verschiedenes

Nach Beratung fasst die Generalversammlung dann einstimmig folgende Beschlüsse:

Erster Beschluss

Die Generalversammlung beschließt, die Definitionen der Begriffe «Acquisition Fee», «Asset Advisory Fee», Bindungszeitraum», «Closing», «Depotbank», «Erstes Closing», «Gesellschaft», «Investment Advisory Agreement», «Investment Advisory Fees», «Performance Fees», «Sales Fees» sowie «Verbundenes Unternehmen» abzuändern und Definitionen der Begriffe «Fund Advisor» sowie «Fund Advisory Agreement», Gesetz vom 13. Februar 2007«, «Real Estate Investment Advisor» einzufügen und den abgeänderten bzw. neuen Definitionen folgenden Wortlaut zu geben:

«Acquisition Fee» Die von der Gesellschaft gemäß dem Investment Advisory Agreement bzw. dem Fund Advisory Agreement bei dem Erwerb einer Immobilie an den Real Estate Investment Advisor bzw. den Fund Advisor zu zahlende Gebühr.

«Asset Advisory Fee» Die von der Gesellschaft gemäß dem Investment Advisory Agreement bzw. dem Fund Advisory Agreement an den Real Estate Investment Advisor bzw. den Fund Advisor zu zahlende laufende Gebühr.

«Bindungszeitraum» Der im Private Placement Prospectus angegebene Zeitraum, in dem sämtliche Kapitalzusagen eingefordert und gezahlt werden sollen und der spätestens vier Jahre nach dem Ersten Closing endet.

«Closing» Der von dem Verwaltungsrat bestimmte und im Private Placement Prospectus angegebene Tag, an dem die Subscription Agreements von den Investoren unterzeichnet werden und die Zulassung von Investoren durch die Gesellschaft erfolgt.

«Depotbank» Die Bank, welche von der Gesellschaft als Depotbank im Sinne des Gesetzes vom 13. Februar 2007 ernannt wird.

«Erstes Closing» Der von dem Verwaltungsrat bestimmte und im Private Placement Prospectus angegebene Tag, an dem die Subscription Agreements von den ersten Investoren unterzeichnet werden.

«Fund Advisor» LIC ASSET MANAGEMENT GmbH, Berlin, Bundesrepublik Deutschland.

«Fund Advisory Agreement» Die zwischen der Gesellschaft und dem Fund Advisor zu schließende Vereinbarung, durch welche der Fund Advisor mit Beratungsaufgaben in die Umsetzung der Anlagepolitik der Gesellschaft einbezogen wird, sowie mit der Übernahme von Tätigkeiten im Zusammenhang mit dem Investor Relationship Management beauftragt wird.

«Gesellschaft» Die LIC US REAL ESTATE FUND NO. 1 SICAV-FIS.

«Gesetz vom 13. Februar 2007» Das luxemburgische Gesetz vom 13. Februar 2007 über spezialisiert Investmentfonds (fonds d'investissement spécialisés), sowie ggf. dessen Nachfolgesetzgebung.

«Investment Advisory Agreement» Die zwischen der Gesellschaft und dem Real Estate Investment Advisor zu schließende Vereinbarung, durch welche der Real Estate Investment Advisor mit Beratungs- und Asset Management Aufgaben in die Umsetzung der Anlagepolitik der Gesellschaft einbezogen wird. Der Real Estate Investment Advisor kann unter den im Investment Advisory Agreement festgelegten Bedingungen und auf eigene Kosten sich von Dritten beraten lassen oder seine Aufgaben auf Dritte übertragen.

«Investment Advisory Fees» Von der Gesellschaft gemäß dem Investment Advisory Agreement bzw. dem Fund Advisory Agreement an den Real Estate Investment Advisor bzw. den Fund Advisor zu zahlenden Asset Advisory Fee, Acquisition Fee, Sales Fee und Performance Fees.

«Performance-Fees» Die von der Gesellschaft unter den Voraussetzungen des gemäß dem Investment Advisory Agreement bzw. dem Fund Advisory Agreement an den Real Estate Investment Advisor bzw. den Fund Advisor zu zahlenden Gewinnbeteiligungen.

«Real Estate Investment Advisor» LINCOLN PROPERTY COMPANY GERMANY, LLC, Dallas, Texas, USA.

«Sales Fee» Die von der Gesellschaft gemäß dem Investment Advisory Agreement bzw. dem Fund Advisory Agreement bei dem Verkauf einer Immobilie an den Investment Advisor bzw. den Fund Advisor zu zahlende Gebühr.

«Verbundenes Unternehmen» Bezeichnet in Bezug auf eine Person ein Unternehmen, wenn (i) dieses an der Person unmittelbar oder mittelbar zu mehr als 50% beteiligt ist oder unmittelbar oder mittelbar einen beherrschenden Einfluss auf diese Person ausüben kann oder (ii) umgekehrt die Person an dem Unternehmen unmittelbar oder mittelbar zu mehr als 50% beteiligt ist oder auf dieses unmittelbar oder mittelbar einen beherrschenden Einfluss ausüben kann oder (iii) eine oder mehrere dritte Person(en) sowohl an der Person als auch dem Unternehmen unmittelbar oder mittelbar ggf. zusammen zu jeweils mindestens mehr als 50% beteiligt ist/sind oder auf beide unmittelbar oder mittelbar einen beherrschenden Einfluss ausüben kann/können.

Die Definition der Begriffe «Gesetz von 19. Juni 1991» sowie «Investment Advisor» werden gestrichen.

Zweiter Beschluss

Die Generalversammlung beschließt, Artikel 1 der Satzung abzuändern, um ihm folgenden Wortlaut zu geben:

«Zwischen der Zeichnerin und denjenigen, welche Eigentümer von zukünftig ausgegebenen Aktien werden können, besteht eine Aktiengesellschaft («société anonyme») in Form einer Investmentgesellschaft mit variablem Kapital als spezialisierter Investmentfonds («société d'investissement à capital variable-fonds d'investissement spécialisé») mit dem Namen LIC US REAL ESTATE FUND NO. 1 SICAV-FIS.»

Dritter Beschluss

Die Generalversammlung beschließt, Artikel 4 der Satzung abzuändern, um ihm folgenden Wortlaut zu geben:

«Ausschließlicher Zweck der Gesellschaft ist die direkte oder indirekte Anlage ihres Vermögens nach dem Prinzip der Risikostreuung sowohl direkt als auch über Gesellschaften in Immobilien, mit dem Ziel, den Aktionären Erträge aus der Verwaltung, Bewirtschaftung und Veräußerung der Immobilien zukommen zu lassen. Die Gesellschaft ist befugt, alle Maßnahmen zu ergreifen und Geschäfte abzuschließen, die sie zur Erfüllung und Entwicklung ihres Geschäftszwecks für nützlich hält, soweit dies nach dem Gesetz vom 13. Februar 2007 zulässig ist.»

Vierter Beschluss

Die Generalversammlung beschließt, Artikel 5, Ziffer (3), Artikel 25, zweiter Absatz, Artikel 31, zweiter Absatz sowie Artikel 35 der Satzung abzuändern um ihnen folgende Wortlaute zu geben:

« **Art. 5. Ziffer (3).** Das Mindestkapital der Gesellschaft beträgt den Gegenwert in US\$ von Euro 1.250.000,- (in Worten: eine Million zweihundertfünfzigtausend Euro). Das Mindestkapital ist innerhalb von zwölf Monaten ab dem Tag der Zulassung der Gesellschaft als spezialisierter Investmentfonds gemäß den luxemburgischen gesetzlichen Bestimmungen zu erreichen.»

« **Art. 25. Zweiter Absatz.** Die Wirtschaftsprüfer erfüllen alle Pflichten, die das Gesetz vom 13. Februar 2007 vorschreibt.»

« **Art. 31. Zweiter Absatz.** Die Depotbank hat ihren Pflichten und Verantwortlichkeiten gemäß dem Gesetz vom 13. Februar 2007 nachzukommen.»

« **Art. 35.** Alle nicht in dieser Satzung geregelten Angelegenheiten werden im Einklang mit dem Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften und dem Gesetz vom 13. Februar 2007 (in jeweils gültiger Fassung) entschieden.»

Fünfter Beschluss

Die Generalversammlung beschließt, in Artikel 9 Ziffer (3), letzter Absatz der Satzung, die Möglichkeit der Erhebung einer Rücknahmegebühr zu streichen und besagtem Absatz folgenden Wortlaut zu geben:

«Der Rücknahmepreis je Aktie entspricht bei jeder Rücknahme dem Nettoinventarwert je Aktie.»

Sechster Beschluss

Die Generalversammlung beschließt, Artikel 20 der Satzung abzuändern, um ihm folgenden Wortlaut zu geben:»

« **Art. 20. Real Estate Investment Advisor, Fund Investment Advisor.** Die Gesellschaft wird die LINCOLN PROPERTY COMPANY GERMANY, LLC zum Real Estate Investment Advisor der Gesellschaft ernennen und mit Beratungs- und Asset Managementaufgaben in die Umsetzung der Anlagepolitik der Gesellschaft beauftragen, sowie LIC ASSET MANAGEMENT GmbH zum Fund Advisor der Gesellschaft ernennen und mit Beratungsaufgaben in die Umsetzung der Anlagepolitik der Gesellschaft sowie mit der Übernahme von Tätigkeiten im Zusammenhang mit dem Investor Relationship Management beauftragen. Die diesem Zweck abzuschließende Investment Advisory Agreement bzw. Fund Advisory Agreement (kollektiv, die «Agreements», jedes ein «Agreement») werden sinngemäss folgende Bestimmungen enthalten:

(1) Die Laufzeit jedes Agreements entspricht vorbehaltlich der Kündigung gemäß den nachfolgenden Vorschriften der vorgesehenen Laufzeit der Gesellschaft.

(2) In Übereinstimmung mit den Bestimmungen des jeweiligen Agreements und gemäß Artikel 22 Abs. 1 dieser Satzung bezahlt die Gesellschaft dem Real Estate Investment Advisor Investment bzw. dem Fund Advisor Advisory Fees, zu denen die Asset Advisory Fee, die Acquisition Fee, die Sales Fee und die Performance Fees gehören.

(3) Während der Laufzeit der Gesellschaft kann der Verwaltungsrat das jeweilige Agreement durch einfache Mehrheit der bei einer Aktionärsversammlung anwesenden oder vertretenen Aktionäre in folgenden Fällen kündigen:

a) bei Insolvenz, Sequestration/Zwangsverwaltung, zwangsweiser Umstrukturierung des Investment Advisors, bzw. des Fund Advisors, wenn eine dieser Maßnahmen nicht innerhalb von 90 Tagen nach ihrer Beantragung aufgehoben oder verworfen werden,

b) bei vorsätzlichem strafbarem Verhalten des Real Estate Investment Advisors bzw. des Fund Advisors,

c) falls der Real Estate Investment Advisor bzw. der Fund Advisor seine ihm gemäß dem betreffenden Agreement obliegenden Verpflichtungen ungeachtet einer schriftlichen Abmahnung in erheblichem Umfang nachhaltig verletzt und diese Verletzung nicht geheilt werden kann.

Im Falle der Kündigung des betreffenden Agreements aus den oben genannten Gründen verliert der Real Estate Investment Advisor bzw. der Fund Advisor sämtliche Rechte auf Zahlung von Investment Advisory Fees, es sei denn, der Anspruch auf Zahlung der Investment Advisory Fees ist bereits vor Kündigung entstanden.

(4) Des Weiteren kann die Gesellschaft jedes Agreement nach Ablauf des Bindungszeitraums, falls die Aktionäre Beschluss zur Abberufung mit qualifizierter Mehrheit fassen, kündigen; in einem solchen Falle werden die Investment Advisory Fees nach den Bestimmungen des betreffenden Agreement berechnet.

(5) Der Real Estate Investment Advisor bzw. der Fund Advisor kann das betreffende Agreement jederzeit, frühestens jedoch nach Ablauf von 24 Monaten nach dem ersten Closing, ohne besondere Begründung mit einer Kündigungsfrist von 24 Monaten zum Ende eines Monats kündigen. Die Kündigung aus den unter den vorstehenden Absätzen (2) und (3) aufgeführten Gründen bleibt unberührt.

Nach der Abberufung des Real Estate Investment Advisors oder des Fund Advisors:

(a) haben Aktionäre, die mehr als 20% des Aktienkapitals halten, das Recht, eine außerordentliche Aktionärsversammlung einzuberufen, um über die Aussetzung der Vornahme weiterer Anlagen durch die Gesellschaft oder die Liquidation der Gesellschaft abzustimmen,

(b) kann die Vornahme weiterer Anlagen ausgesetzt werden, wobei der Verwaltungsrat berechtigt ist, zur Finanzierung von Anlagen, die vor der Abberufung des Investment Advisors bzw. des Fund Advisors entschieden wurden, Kapital einzufordern, oder die Gesellschaft kann durch Beschluss der Aktionäre mit Qualifizierter Mehrheit aufgelöst werden.»

Siebenter Beschluss

Die Generalversammlung beschließt, Artikel 21, 4. Absatz, letzter Satz der Satzung, abzuändern, um ihm folgenden Wortlaut zu geben:

«Der Verwaltungsrat seinerseits berichtet dem Anlageausschuss regelmäßig über die Tätigkeiten und Anlagen der Gesellschaft und des Real Estate Investment Advisors sowie des Fund Advisors.»

Achter Beschluss

Die Generalversammlung beschließt, Artikel 22, erster Absatz der Satzung, abzuändern, um ihm folgenden Wortlaut zu geben:

«Gemäß der abzuschließenden Verträge zahlt die Gesellschaft dem Real Estate Investment Advisor und/oder dem Fund Advisor eine Asset Advisory Fee, Acquisition Fees, Sales Fees sowie gegebenenfalls Performance Fees und erstattet ihnen die im jeweiligen Vertrag vorgesehenen Beträge. Der Real Estate Investment Advisor hat das Recht, Teile seiner Aufgaben auf einen oder mehrere Sub-Investment Advisors zu übertragen, in einem solchen Falle werden die Gesellschaft oder eine Gesellschaft, an welcher die Gesellschaft direkt oder indirekt beteiligt ist, angemessene Teile der Investment Advisory Fees direkt an den betreffenden Sub-Investment Advisor zahlen; diese Beträge werden von den sonst an den Real Estate Investment Advisor zahlbaren Investment Advisory Fees abgezogen.»

Neunter Beschluss

Die Generalversammlung beschließt, Artikel 22, zweiter Absatz, 7. Punkt und 11. Punkt der Satzung abzuändern, um ihnen folgenden Wortlaut zu geben:

7. Punkt:

- «marktübliche Gebühren und Courtagen (insbesondere Ankaufsgebühren, Verkaufsgebühren, Performance Fees und Erfolgsgebühren für die Verlängerung, Nachverhandlung und den Neuabschluss von Mietverträgen), die an Dritte gezahlt werden und der Gesellschaft zusätzlich zu den an den Real Estate Investment Advisor, die Sub-Investment Advisors und/ oder den Fund Advisor zu zahlenden Gebühren berechnet werden,»

11. Punkt:

- «Gebühren und Aufwendungen für Rechtsberatung, Steuerberatung, Wirtschaftsprüfer und von Wirtschaftsprüfungsgesellschaften (einschließlich der Due-Diligence-Aufwendungen im Zusammenhang mit potenziellen Investitionen und Aufwendungen für spezielle, statutarisch oder vertraglich vorgesehene Prüfungsaufgaben), Zahlungen oder Erstat-

tungen sämtlicher Spesen für Rechts-, Steuerberatungs-, Wirtschaftsprüfungs- und andere Kosten der Gesellschaft in Verbindung mit der Gründung der Gesellschaft und der Ausgabe von Aktien der Gesellschaft.»

Zehnter Beschluss

Die Generalversammlung beschließt, die ersten zwei Absätze des Artikel 23, den letzten Satz von Artikel 24, Artikel 27, Ziffer (2), lit a), lit e) des ersten Absatzes und zweiter Absatz sowie Artikel 32, letzter Absatz der Satzung abzuändern, um ihnen folgende Wortlaute zu geben:

« **Art. 23. Ersten zwei Absätze.** Eventuelle Interessenkonflikte des Real Estate Investment Advisors, des Fund Advisors, der Gesellschaften, mit welchen der Real Estate Investment Advisor sub-advisory agreements abgeschlossen hat, eines Aktionärs oder Verwaltungsratsmitglieds sind dem Verwaltungsrat und dem Anlageausschuss jederzeit und vollständig offen zu legen.

Real Estate Investment Advisor, Fund Advisor, Gesellschaften, mit welchen der Real Estate Investment Advisor sub-advisory agreements abgeschlossen hat und Aktionäre haben insbesondere Interessenkonflikte im Zusammenhang mit der Vermögensanlage offen zu legen, bevor eine Beschlussfassung in dieser Frage erfolgt. Ein Interessenkonflikt im Zusammenhang mit der Vermögensanlage liegt insbesondere vor, wenn der Gesellschaft ein Angebot zum Erwerb von Immobilien, Anteilen an Gesellschaften oder einem Immobilienfonds unterbreitet wird und der Real Estate Investment Advisor, der Fund Advisor Gesellschaften, mit welchen der Investment Advisor sub-advisory agreements abgeschlossen hat, ein Aktionär oder ein Verbundenes Unternehmen»

« **Art. 24. Letzter Satz.** Die Haftungsfreistellung und Entschädigung des Real Estate Investment Advisors und des Fund Advisors bestimmen sich nach den Vorschriften des Investment Advisory Agreements bzw. des Fund Advisory Agreements.»

Art. 27. Ziffer (2), lit a) und lit e) des ersten Absatzes.

a) «Änderungen der Satzung oder wesentliche Änderungen des Private Placement Prospectus oder des Investment Advisory Agreements oder des Fund Advisory Agreements; dies gilt nicht für solche Änderungen, die aufgrund der Änderung aufsichtsrechtlicher Vorschriften oder auf Verlangen einer Aufsichtsbehörde erfolgen;»

e) «Kündigung des Investment Advisory Agreements oder des Fund Advisory Agreements;»

« **Art. 27. Zweiter Absatz.** Die Aktionäre entscheiden die oben unter Punkt a) - c), f), j) und l) erwähnten Angelegenheiten mit Qualifizierter Mehrheit. Die Entscheidung der Aktionäre über die oben in Punkt e) erwähnte Angelegenheit der Abberufung des Real Estate Investment Advisors oder des Fund Advisors erfolgt im Einklang mit den in Artikel 20 festgelegten Bestimmungen. Für Beschlüsse über die Punkte j) und l) ist ein einstimmig gefasster Beschluss der Aktionäre, die im Besitz aller im Umlauf befindlichen Aktien sind, erforderlich. Im übrigen findet Artikel 28 Absatz 2 Anwendung.»

« **Art. 32. Letzter Absatz.** Die Entscheidungen der Aktionärsversammlung über die Beendigung der Gesellschaft und die damit einhergehende Abberufung des Real Estate Investment Advisors oder des Fund Advisors zum Beendigungszeitpunkt erfolgen im Einklang mit den in Artikel 20 (3) festgelegten Bestimmungen.»

Da hiermit die Tagesordnung erschöpft ist, wird die Versammlung aufgehoben.

Kosten

Der Gesamtbetrag der Kosten, Ausgaben, Vergütungen und Auslagen, welche von der Gesellschaft aufgrund der vorliegenden Akte getragen werden, belaufen sich auf ungefähr EUR 1.000,- (eintausend Euro).

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Komparenten, welche dem instrumentierenden Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, Stand und Wohnort bekannt sind, haben dieselben zusammen mit uns, dem Notar, die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: P.-A. Delagardelle, E. Leenders, T. Lochen, M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg, le 25 septembre 2007, LAC/2007/28198. — Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): F. Sandt.

Pour copie conforme, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 octobre 2007.

M. Schaeffer.

Référence de publication: 2007120344/5770/260.

(070142770) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 octobre 2007.

LIC US Real Estate Fund No. 1 SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 122.582.

Les Statuts Coordonnés de la société ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 octobre 2007.

M. Schaeffer.

Référence de publication: 2007120366/5770/10.

(070142773) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 octobre 2007.

Luitpold SICAV-FIS, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 2, rue Heinrich Heine.

R.C.S. Luxembourg B 132.486.

— STATUTEN

Im Jahre zweitausendundsieben, am fünften Oktober.

Vor dem unterzeichneten Notar Jean-Paul Hencks, mit dem Amtssitz in Luxemburg.

Ist erschienen:

Herr Peter Karreth, Geschäftsführer, wohnhaft in Waldstrasse 41, D-82335 Berg
hier vertreten durch Dr. Marcel Bartnik, Rechtsanwalt, berufsansässig in Luxemburg,
gemäß privatschriftlicher Vollmacht, ausgestellt in München, am 01. Oktober 2007.

Die erteilte Vollmacht, ordnungsgemäß durch die Erschienenen und den Notar unterzeichnet, bleibt diesem Dokument beigefügt, um mit demselben registriert zu werden.

Der Erschienene hat in Ausführung seiner Vertretungsbefugnis den Notar gebeten, die Satzung einer Gesellschaft, welche bestehen soll, wie folgt zu beurkunden:

Art. 1. Name. Zwischen den Unterzeichneten und allen, welche zukünftig Eigentümer von nachfolgend ausgegebenen Aktien werden, besteht eine Aktiengesellschaft (société anonyme) in der Form einer Investmentgesellschaft mit variablem Kapital (société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé, SICAV-FIS) gemäß dem Gesetz vom 13. Februar 2007 über spezialisierte Investmentfonds (das «Gesetz von 2007») unter dem Namen LUITPOLD SICAV-FIS (die «Gesellschaft»).

Art. 2. Gesellschaftssitz. Der Gesellschaftssitz befindet sich in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg. Durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates können Niederlassungen und Repräsentanzen an einem anderen Ort des Großherzogtums sowie im Ausland gegründet werden.

Sofern nach Ansicht des Verwaltungsrats außergewöhnliche politische oder kriegerische Ereignisse stattgefunden haben oder unmittelbar bevorstehen, welche den gewöhnlichen Geschäftsverlauf der Gesellschaft an ihrem Sitz oder die Kommunikation mit Personen im Ausland beeinträchtigen könnten, kann der Sitz zeitweilig und bis zur völligen Normalisierung der Lage ins Ausland verlagert werden. Solche provisorischen Maßnahmen werden auf die Staatszugehörigkeit der Gesellschaft keinen Einfluss haben. Die Gesellschaft wird eine Luxemburger Gesellschaft bleiben.

Art. 3. Dauer. Die Gesellschaft ist auf unbestimmte Zeit errichtet.

Art. 4. Gegenstand der Gesellschaft. Ausschließlicher Zweck der Gesellschaft ist die Anlage des Gesellschaftsvermögens in Wertpapieren und anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerten nach dem Grundsatz der Risikostreuung und mit dem Ziel, den Aktionären die Erträge aus der Verwaltung des Gesellschaftsvermögens zukommen zu lassen.

Die Gesellschaft kann jegliche Maßnahmen ergreifen und Transaktionen ausführen, die sie für die Erfüllung und Ausführung dieses Gesellschaftszweckes für nützlich erachtet, und zwar im weitesten Sinne entsprechend dem Gesetz von 2007.

Art. 5. Gesellschaftskapital. Das Gesellschaftskapital wird durch Aktien ohne Nennwert repräsentiert und wird zu jeder Zeit dem Gesamtnettvermögen der Gesellschaft gemäß nachfolgendem Artikel 12 entsprechen. Das Gesellschaftskapital kann sich infolge der Ausgabe von weiteren Aktien durch die Gesellschaft oder des Rückkaufs von Aktien durch die Gesellschaft erhöhen oder vermindern. Das Gesellschaftskapital wird in Euro ausgedrückt und hat sich zu jedem Zeitpunkt mindestens auf eine Million zweihundertfünfzigtausend Euro (1.250.000,- Euro) zu belaufen. Dieses Mindestgesellschaftskapital ist innerhalb von zwölf Monaten nach Genehmigung der Gesellschaft als spezialisierter Investmentfonds nach Luxemburger Recht zu erreichen.

Das Gründungskapital beträgt einunddreißigtausend Euro (31.000,- €) und ist in einunddreißig (31) Aktien ohne Nennwert eingeteilt.

Der Verwaltungsrat kann jederzeit beschließen, dass die Aktien der Gesellschaft verschiedenen zu errichtenden Anlagevermögen (die «Teilfonds») angehören, welche wiederum in unterschiedlichen Währungen notiert sein können. Der Verwaltungsrat kann außerdem bestimmen, dass innerhalb eines Teilfonds eine oder mehrere Aktienklassen mit unterschiedlichen Merkmalen ausgegeben werden, wie z.B. eine spezifische Ausschüttungs- oder Thesaurierungspolitik, eine spezifische Gebührenstruktur oder andere spezifischen Merkmale wie jeweils vom Verwaltungsrat bestimmt und im Verkaufsprospekt der Gesellschaft beschrieben.

Die Mittelzuflüsse aus der Ausgabe der Aktien werden gemäß den Bestimmungen des Verkaufsprospektes der Gesellschaft in Wertpapieren und anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerten angelegt, entsprechend der durch den Verwaltungsrat aufgestellten Anlagepolitik und unter Beachtung der gesetzlich festgelegten oder durch den Verwaltungsrat aufgestellten Anlagegrenzen.

Art. 6. Namensaktien und Aktienzertifikate. Aktien der Gesellschaft werden ausschließlich als Namensaktien ausgegeben.

Für diese Namensaktien wird ein Aktionärsregister am Firmensitz der Gesellschaft geführt. Dieses Register enthält den Namen eines jeden Aktionärs, seinen Geschäftssitz, die Anzahl der von ihm gehaltenen Aktien sowie ggf. das Datum der Übertragung jeder Aktie. Die Eintragung im Aktionärsregister wird durch eine oder mehrere vom Verwaltungsrat bestimmte Person(en) unterzeichnet und gilt als Nachweis der Berechtigung des Aktionärs an solchen Namensaktien.

Der Verwaltungsrat wird beschließen, ob Aktienzertifikate ausgegeben werden oder ob der Aktionär eine Bestätigung der Eintragung im Aktionärsregister erhält. Sofern Aktienzertifikate ausgegeben werden, werden diese binnen eines Monats nach Zeichnung ausgestellt, vorausgesetzt, dass alle Zahlungen der gezeichneten Aktien eingegangen sind. Aktienzertifikate werden von zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet. Eine der beiden Unterschriften kann durch eine Person erfolgen, die zu diesem Zweck vom Verwaltungsrat bevollmächtigt wurde.

Aktien werden ausschließlich an sachkundige Anleger im Sinne von Artikel 2 des Gesetzes von 2007 ausgegeben, d.h. an institutionelle oder professionelle Anleger oder solche Anleger, die ein schriftliches Einverständnis mit der Einordnung als sachkundiger Anleger abgeben und (1) mindestens hundertfünfundzwanzigtausend Euro (125.000,- €) in die Gesellschaft investieren oder (2) über eine Einstufung seitens eines Kreditinstituts im Sinne der Richtlinie 2006/48/EG, eines Wertpapierunternehmens im Sinne der Richtlinie 2004/39/EG oder einer Verwaltungsgesellschaft im Sinne der Richtlinie 2001/107/EG, die ihren Sachverstand, ihre Erfahrung und Kenntnisse bestätigt, um die Anlage in die Gesellschaft angemessen beurteilen zu können, vorlegen.

Eine Übertragung von Aktien bedarf der vorherigen Zustimmung der Gesellschaft und ist nur möglich, wenn der Käufer ein sachkundiger Anleger im Sinne Gesetzes von 2007 ist und wenn er voll und ganz etwaige restliche Verpflichtungen gegenüber der Gesellschaft übernimmt.

Falls ein Aktionär Aktien der Gesellschaft nicht für eigene Rechnung zeichnet, sondern für Rechnung eines Dritten, so muss dieser Dritte ebenfalls ein sachkundiger Anleger im Sinne des Gesetzes von 2007 sein.

Die Übertragung einer Namensaktie wird durch eine schriftliche Übertragungserklärung, die in das Aktionärsregister eingetragen, datiert und durch den Käufer, den Veräußerer oder durch sonstige hierzu vertretungsberechtigte Personen unterschrieben wird, sowie durch Einreichung des Aktienzertifikates, falls ausgegeben, durchgeführt. Die Gesellschaft kann auch andere Urkunden akzeptieren, die in ausreichender Weise die Übertragung belegen.

Jeder Inhaber von Namensaktien muss der Gesellschaft seine Adresse zwecks Eintragung im Aktionärsregister mitteilen. Weicht diese von der Adresse seiner Administration ab, kann er zusätzlich eine Versandadresse benennen. Alle Mitteilungen und Ankündigungen der Gesellschaft zugunsten von Inhabern von Namensaktien können rechtsverbindlich an die entsprechende Adresse gesandt werden. Der Aktionär kann jederzeit schriftlich bei der Gesellschaft die Änderungen seiner Adresse im Register beantragen.

Sofern ein Aktionär keine Adresse angibt, kann die Gesellschaft zulassen, dass ein entsprechender Vermerk in das Aktionärsregister eingetragen wird. Die Adresse des Aktionärs wird in diesem Falle solange am Sitz der Gesellschaft sein, bis der Aktionär der Gesellschaft eine andere Adresse mitteilt.

Aktien werden nur ausgegeben, nachdem die Zeichnung angenommen und die Zahlung eingegangen ist.

Die Gesellschaft erkennt nur einen einzigen Aktionär pro Aktie an. Im Falle eines gemeinschaftlichen Besitzes oder eines Nießbrauchs kann die Gesellschaft die Ausübung der mit dem Aktienbesitz verbundenen Rechte bis zu dem Zeitpunkt suspendieren, zu dem eine Person angegeben wird, die die gemeinschaftlichen Besitzer oder die Begünstigten und Nießbraucher gegenüber der Gesellschaft vertritt.

Die Gesellschaft kann Aktienbruchteile bis zur dritten Dezimalzahl ausgeben. Aktienbruchteile geben kein Stimmrecht, berechtigen aber zur Teilnahme an den Ausschüttungen der Gesellschaft auf einer pro rata-Basis.

Art. 7. Verlust oder Zerstörung von Aktienzertifikaten. Kann ein Aktionär gegenüber der Gesellschaft in überzeugender Form nachweisen, dass ein Aktienzertifikat über eine ihm gehörende Aktie abhanden gekommen oder zerstört worden ist, wird die Gesellschaft auf seinen Antrag ein Ersatzzertifikat ausgeben. Diese Ausgabe unterliegt den von der Gesellschaft aufgestellten Bedingungen, mit inbegriffen eine Entschädigung, eine Urkundenüberprüfung oder Urkundenforderung, die durch eine Bank, einen Börsenmakler oder eine andere Partei zur Zufriedenheit der Gesellschaft unterschrieben sein muss. Mit der Ausgabe eines neuen Aktienzertifikates, auf dem vermerkt ist, dass es sich um ein Duplikat handelt, verliert das Originalzertifikat jede Gültigkeit.

Verstümmelte oder beschädigte Aktienzertifikate können durch die Gesellschaft gegen neue Aktienzertifikate ausgetauscht werden. Die verstümmelten oder beschädigten Aktienzertifikate sind an die Gesellschaft zurückzugeben und werden von derselben sofort für ungültig erklärt.

Die Gesellschaft ist nach eigenem Ermessen berechtigt, vom Aktionär Ersatz in angemessener Höhe für solche Kosten zu verlangen, die durch die Ausgabe und Eintragung eines neuen Aktienzertifikates oder durch die Annullierung und Zerstörung des Originalaktienzertifikates entstanden sind.

Art. 8. Beschränkung der Eigentumsrechte auf Aktien. Aktien an der Gesellschaft sind sachkundigen Anlegern im Sinne des Gesetzes von 2007 vorbehalten. Darüber hinaus kann die Gesellschaft nach eigenem Ermessen den Besitz ihrer Aktien durch bestimmte sachkundige Anleger einschränken oder verbieten, wenn sie der Ansicht ist, dass ein solcher Besitz:

- zu Lasten der Interessen der übrigen Aktionäre oder der Gesellschaft geht; oder
- einen Gesetzesverstoß im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland mit sich ziehen kann; oder
- bewirken kann, dass die Gesellschaft in einem anderen Land als dem Großherzogtum Luxemburg steuerpflichtig wird;

oder

- den Interessen der Gesellschaft in einer anderen Art und Weise schadet.

Zu diesem Zweck kann die Gesellschaft:

- a) die Ausgabe von Aktien oder deren Umschreibung im Aktionärsregister verweigern,
- b) Aktien zwangsweise zurücknehmen,
- c) bei Aktionärsversammlungen Personen, denen es nicht erlaubt ist, Aktien der Gesellschaft zu besitzen, das Stimmrecht aberkennen.

Art. 9. Ausgabe von Aktien. Der Verwaltungsrat ist uneingeschränkt berechtigt, eine unbegrenzte Anzahl voll einbezahlter Aktien zu jeder Zeit auszugeben, ohne den bestehenden Aktionären ein Vorrecht zur Zeichnung neu auszugebender Aktien einzuräumen.

Der Verwaltungsrat kann für jeden Teilfonds die Häufigkeit der Ausgabe von Aktien einer Aktienklasse Einschränkungen unterwerfen; er kann insbesondere entscheiden, dass Anteile einer Aktienklasse ausschließlich während einer oder mehrerer Zeichnungsfristen oder sonstiger Fristen gemäß den Bestimmungen in den Verkaufsunterlagen der Gesellschaft ausgegeben werden.

Der Ausgabepreis ist bei Ausgabe der Aktien gänzlich oder teilweise auf die Weise zu entrichten, wie sie der Verwaltungsrat für jeden Teilfonds bestimmt und im Verkaufsprospekt nennt und ausführlich beschreibt.

Der Verwaltungsrat ist berechtigt, für jeden Teilfonds zusätzliche Zeichnungsbedingungen zu bestimmen, wie beispielsweise Mindestzeichnungsbeträge, die Zahlung von Ausgabeaufschlägen oder Ausgleichszinsen oder das Bestehen von Eigentumsbeschränkungen. Diese Bedingungen werden im Verkaufsprospekt genannt und ausführlich beschrieben.

Der Verwaltungsrat kann an jedem seiner Mitglieder, jedem Geschäftsführer, leitenden Angestellten oder sonstigen ordnungsgemäß ermächtigten Vertreter die Befugnis verleihen, Zeichnungsanträge anzunehmen, Zahlungen auf den Preis neu auszugebender Aktien in Empfang zu nehmen und diese Aktien auszuliefern.

Die Gesellschaft kann im Einklang mit den Bestimmungen des Luxemburger Rechts, welche insbesondere ein Bewertungsgutachten durch den Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft zwingend vorsehen, Aktien gegen Lieferung von Wertpapieren ausgeben, sofern eine solche Lieferung von Wertpapieren der Anlagepolitik des jeweiligen Teilfonds entspricht und innerhalb der Anlagebeschränkungen der Gesellschaft und der Anlagepolitik des entsprechenden Teilfonds erfolgt. Sämtliche Kosten im Zusammenhang mit der Ausgabe von Aktien gegen Lieferung von Wertpapieren sind von den betreffenden Aktionären zu tragen.

Aktien müssen voll eingezahlt werden. Neu ausgegebene Aktien haben dieselben Rechte wie die Aktien, die am Tage der Aktienausgabe in Umlauf waren.

Der Verwaltungsrat behält sich das Recht vor, jeden Zeichnungsantrag ganz oder teilweise zurückzuweisen oder jederzeit ohne vorherige Mitteilung die Ausgabe von Aktien auszusetzen.

Art. 10. Rücknahme von Aktien. Jeder Aktionär kann innerhalb der vom Gesetz und dieser Satzung vorgesehenen Grenzen die Rücknahme aller oder eines Teiles seiner Aktien durch die Gesellschaft nach den Bestimmungen und dem Verfahren, welche vom Verwaltungsrat in den Verkaufsunterlagen für die einzelnen Teilfonds festgelegt werden, verlangen. Der Verwaltungsrat kann auch festlegen, dass die Rücknahme von Aktien eines Teilfonds auf einseitige Anfrage des Aktionärs nicht möglich ist.

Der Rücknahmepreis pro Aktie wird innerhalb einer vom Verwaltungsrat festzulegenden Frist ausgezahlt, welche dreiundzwanzig Bankarbeitstage ab dem entsprechenden Bewertungstag nicht überschreitet, im Einklang mit den Bestimmungen des Verwaltungsrates und vorausgesetzt, dass gegebenenfalls ausgegebene Aktienzertifikate und sonstige Unterlagen zur Übertragung von Aktien bei der Gesellschaft eingegangen sind, vorbehaltlich der Bestimmungen gemäß Artikel 13 dieser Satzung.

Der Rücknahmepreis entspricht dem Anteilwert der entsprechenden Aktienklasse gemäß Artikel 12 dieser Satzung, abzüglich Kosten und gegebenenfalls Provisionen entsprechend den Bestimmungen in den Verkaufsunterlagen für die Aktien. Der Rücknahmepreis kann auf die nächste Einheit der entsprechenden Währung auf- oder abgerundet werden, gemäß Bestimmung des Verwaltungsrates.

Sofern die Zahl oder der gesamte Anteilwert von Aktien, welche durch einen Aktionär in einer Aktienklasse gehalten werden, nach dem Antrag auf Rücknahme unter eine Zahl oder einen Wert fallen würde, welche vom Verwaltungsrat als Mindestzahl bzw. -wert festgelegt wurden, kann dieser Antrag als Antrag auf Rücknahme des gesamten Aktienbesitzes des Aktionärs in dieser Aktienklasse behandelt werden.

Wenn des weiteren an einem Bewertungstag die gemäß diesem Artikel gestellten Rücknahmeanträge und die gemäß Artikel 11 dieser Satzung gestellten Umtauschanträge einen bestimmten Umfang übersteigen, wie dieser vom Verwal-

tungsrat festgelegt wird, kann der Verwaltungsrat beschließen, dass ein Teil oder die Gesamtheit der Rücknahme- oder Umtauschanträge für einen Zeitraum und in einer Weise ausgesetzt wird, wie dies vom Verwaltungsrat unter Berücksichtigung der Interessen aller Aktionäre für erforderlich gehalten wird. Nicht ausgeführte Rücknahmeanträge werden in diesen Fällen am nächstfolgenden Bewertungstag vorrangig berücksichtigt.

Sofern der Verwaltungsrat dies entsprechend beschließt, soll die Gesellschaft berechtigt sein, den Rücknahmepreis an jeden Aktionär, der dem zustimmt, unbar auszuzahlen, indem dem Aktionär aus dem Portfolio der Vermögenswerte, welche der/den entsprechenden Aktienklasse(n) zuzuordnen sind, Vermögensanlagen zu dem jeweiligen Wert (entsprechend der Bestimmungen gemäß Artikel 12) an dem jeweiligen Bewertungstag, an welchem der Rücknahmepreis berechnet wird, entsprechend dem Wert der zurückzunehmenden Aktien zugeteilt werden. Natur und Art der zu übertragenden Vermögenswerte werden in einem solchen Fall auf einer angemessenen und sachlichen Grundlage und ohne Beeinträchtigung der Interessen der anderen Aktionäre der entsprechenden Aktienklasse(n) bestimmt und die angewandte Bewertung wird durch einen gesonderten Bericht des Wirtschaftsprüfers bestätigt. Die Kosten einer solchen Übertragung trägt der Zessionar.

Der Verwaltungsrat kann eine zwangsweise Rücknahme der Aktien eines Aktionärs beschließen, wenn er der Ansicht ist, dass (i) der Besitz von Aktien des betroffenen Aktionärs zu Lasten der Interessen der übrigen Aktionäre oder der Gesellschaft bzw. eines Teilfonds geht oder (ii) einen Gesetzesverstoß im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland mit sich ziehen kann (insbesondere, wenn es sich bei dem betroffenen Aktionär nicht oder nicht mehr um einen Anleger im Sinne des Artikels 2 des Gesetzes von 2007 handelt) oder (iii) bewirken kann, dass die Gesellschaft in einem anderen Land als dem Großherzogtum Luxemburg steuerpflichtig wird oder (iv) den Interessen der Gesellschaft bzw. eines Teilfonds in einer anderen Art und Weise schadet.

Darüber hinaus kann die Gesellschaft im Falle des Todes oder der Insolvenz eines Aktionärs die Aktien ohne weitere Zustimmung des betreffenden Aktionärs, der Rechtsnachfolger oder bestellten Vertreter zwangsweise zurückkaufen.

Des Weiteren kann der Verwaltungsrat der Gesellschaft beschließen, Aktien oder Aktienbruchteile der Gesellschaft in Bezug auf einen oder mehrer Teilfonds zurückzukaufen, um auf die Weise den Erlös aus dem Verkauf von Vermögenswerten des betroffenen Teilfonds an die Aktionäre auszuzahlen. Die Entscheidung zum Rückkauf ist verbindlich für alle Aktionäre und gilt verhältnismäßig (pro rata) zu ihrem Anteil am Kapital der Gesellschaft.

Der Rücknahmepreis entspricht in diesen Fällen dem Anteilwert am Tag der Rücknahme.

Die von der Gesellschaft zurückgekauften Aktien des Kapitals werden in den Büchern der Gesellschaft annulliert. Der Rücknahmepreis wird in Luxemburg spätestens dreiundzwanzig Bankarbeitstage nach dem letzten Tag der Berechnung des Rücknahmepreises ausbezahlt.

Art. 11. Umtausch von Aktien. Sofern durch den Verwaltungsrat im Verkaufsprospekt nicht anderweitig festgelegt ist, jeder Aktionär berechtigt, den Umtausch aller oder eines Teils seiner Aktien in Aktien einer anderen Aktienklasse desselben Teilfonds oder in Aktien eines anderen Teilfonds bzw. einer Aktienklasse eines anderen Teilfonds zu verlangen. Der Verwaltungsrat kann, unter anderem im Hinblick auf die Häufigkeit, Fristen und Bedingungen des Umtauschs Beschränkungen festlegen und er kann den Umtausch nach seinem Ermessen von der Zahlung von Kosten und Provisionen abhängig machen.

Der Preis für den Umtausch von Aktien einer Aktienklasse in Aktien einer anderen Aktienklasse desselben Teilfonds oder in Aktien eines anderen Teilfonds bzw. einer Aktienklasse eines anderen Teilfonds wird auf der Grundlage des jeweiligen Anteilwertes der beiden Aktienklassen bzw. der Aktienklasse und des anderen Teilfonds an demselben Bewertungstag beziehungsweise zu demselben Bewertungszeitpunkt an einem Bewertungstag berechnet.

Sofern die Zahl der von einem Aktionär in einer Aktienklasse oder Teilfonds gehaltenen Aktien oder der gesamte Anteilwert der von einem Aktionär in einer Aktienklasse oder Teilfonds gehaltenen Aktien aufgrund eines Umtauschantrages unter eine Zahl oder einen Wert fallen würde, welcher vom Verwaltungsrat festgelegt wurde, kann die Gesellschaft entscheiden, dass dieser Antrag als Antrag auf Umtausch der gesamten von einem Aktionär in einer solchen Aktienklasse oder Teilfonds gehaltenen Aktien behandelt wird.

Aktien, welche in Aktien an einer anderen Aktienklasse oder eines anderen Teilfonds bzw. Aktienklasse eines anderen Teilfonds umgetauscht wurden, werden entwertet.

Art. 12. Anteilwert. Der Anteilwert pro Aktie jeder Aktienklasse wird in der jeweiligen Teilfondswährung - wie im Verkaufsprospekt festgesetzt - in dem vom Verwaltungsrat bestimmten und im Verkaufsprospekt aufgeführten Rhythmus, mindestens jedoch einmal pro Halbjahr («Bewertungstag») berechnet und in der Regel in der Währung der einzelnen Aktienklassen ausgedrückt.

Er wird durch Division der Nettovermögenswerte der Gesellschaft, das heißt der einer solchen Aktienklasse zuzuordnenden Vermögenswerte abzüglich der dieser Aktienklasse zuzuordnenden Verbindlichkeiten, durch die Zahl der an diesem Bewertungstag im Umlauf befindlichen Aktien der entsprechenden Aktienklasse gemäß den nachfolgend beschriebenen Bewertungsregeln berechnet. Der Anteilwert kann auf die nächste gängige Untereinheit der jeweiligen Währung entsprechend der Bestimmung durch den Verwaltungsrat auf- oder abgerundet werden. Sofern seit Bestimmung des Anteilwertes wesentliche Veränderungen in der Kursbestimmung auf den Märkten erfolgten, auf denen ein wesentlicher Anteil der jeweiligen Aktienklasse zuzuordnenden Vermögensanlagen gehandelt oder notiert wird, kann der

Verwaltungsrat im Interesse der Aktionäre und der Gesellschaft die erste Bewertung annullieren und eine weitere Bewertung vornehmen.

Die Bewertung des Anteilwertes der verschiedenen Aktienklassen wird wie folgt vorgenommen:

I. Die Vermögenswerte der Gesellschaft beinhalten:

- (1) Die im jeweiligen Teilfondsvermögen enthaltenen Zielfondsaktien.
- (2) Alle Kassenbestände und Bankguthaben einschließlich hierauf angefallener Zinsen;
- (3) alle fälligen Wechselforderungen und verbrieften Forderungen sowie ausstehende Beträge, (einschließlich des Entgelts für verkaufte, aber noch nicht gelieferte, Wertpapiere);
- (4) alle Aktien und andere, Aktien gleichwertige Wertpapiere; alle verzinslichen Wertpapiere, Einlagenzertifikate, Schuldverschreibungen, Zeichnungsrechte, Wandelanleihen, Optionen und andere Wertpapiere, Finanzinstrumente und ähnliche Vermögenswerte, welche im Eigentum der Gesellschaft stehen oder für sie gehandelt werden (wobei die Gesellschaft im Einklang mit den nachstehend unter (a) beschriebenen Verfahren Anpassungen vornehmen kann, um Marktwert-schwankungen der Wertpapiere durch den Handel Ex-Dividende, Ex-Recht oder durch ähnliche Praktiken gerecht zu werden);
- (5) Bar- und sonstige Dividenden und Ausschüttungen, welche von der Gesellschaft eingefordert werden können, vorausgesetzt, dass die Gesellschaft hiervon in ausreichender Weise in Kenntnis gesetzt wurde;
- (6) angefallene Zinsen auf verzinsliche Vermögenswerte, welche im Eigentum der Gesellschaft stehen, soweit diese nicht im Hauptbetrag des entsprechenden Vermögenswertes einbezogen sind oder von dem Hauptbetrag widergespiegelt werden;
- (7) nicht abgeschriebene Gründungskosten der Gesellschaft, einschließlich der Kosten für die Ausgabe und Auslieferung von Aktien an der Gesellschaft;
- (8) die sonstigen Vermögenswerte jeder Art und Herkunft einschließlich vorausbezahlter Auslagen.

Der Wert dieser Vermögenswerte wird wie folgt bestimmt:

- (a) Vermögenswerte, die an einer Börse notiert sind, werden zum letzten verfügbaren Kurs bewertet. Wenn ein Vermögenswert an mehreren Börsen notiert ist, ist der letzte verfügbare Kurs an jener Börse maßgebend, die der Hauptmarkt für diesen Vermögenswert ist.
- (b) Vermögenswerte, die nicht an einer Börse notiert sind, die aber an einem anderen geregelten, anerkannten, für das Publikum offenen und ordnungsgemäß funktionierenden Markt gehandelt werden, werden zu dem Kurs bewertet, der nicht geringer als der Geldkurs und nicht höher als der Briefkurs zur Zeit der Bewertung sein darf und den die Gesellschaft für den bestmöglichen Kurs hält, zu dem die Vermögenswerte verkauft werden können.
- (c) Sofern ein Vermögenswert nicht an einer Börse oder auf einem anderen geregelten Markt notiert oder gehandelt wird oder sofern für Vermögenswerte, welche an einer Börse oder auf einem anderen Markt wie vorerwähnt notiert oder gehandelt werden, die Kurse entsprechend den Regelungen in (a) oder (b) den tatsächlichen Marktwert der entsprechenden Vermögenswerte nach Auffassung der Gesellschaft nicht angemessen widerspiegeln, wird der Wert solcher Vermögenswerte auf der Grundlage des vernünftigerweise vorhersehbaren Verkaufspreises nach einer vorsichtigen Einschätzung ermittelt.
- (d) Die auf Vermögenswerte entfallenden anteiligen Zinsen werden mit einbezogen, soweit sie sich nicht im Kurswert ausdrücken.
- (e) Der Liquidationswert von Futures, Forwards oder Optionen, die nicht an Börsen oder anderen organisierten Märkten gehandelt werden, entspricht dem jeweiligen Nettoliquidationswert, wie er gemäß den Richtlinien des Verwaltungsrates auf einer konsistent für alle verschiedenen Arten von Verträgen angewandten Grundlage festgestellt wird. Der Liquidationswert von Futures, Forwards oder Optionen, welche an Börsen oder anderen organisierten Märkten gehandelt werden, wird auf der Grundlage der letzten verfügbaren Abwicklungspreise solcher Verträge an den Börsen oder organisierten Märkten, auf welchen diese Futures, Forwards oder Optionen vom Fonds gehandelt werden, berechnet; sofern ein Future, ein Forward oder eine Option an einem Tag, für welchen der Anteilswert bestimmt wird, nicht liquidiert werden kann, wird die Bewertungsgrundlage für einen solchen Vertrag vom Verwaltungsrat in angemessener und vernünftiger Weise bestimmt.
- (f) Swaps werden zu ihrem, unter Bezug auf die anwendbare Zinsentwicklung bestimmten, Marktwert bewertet. Die Gesellschaft wird zusammen mit dem Wirtschaftsprüfer auf regelmäßiger Basis die Nachvollziehbarkeit und Transparenz der Bewertungsmethoden und deren Anwendung überwachen. Falls es zu Differenzen kommen sollte, werden diese von der Gesellschaft unter Berücksichtigung der Interessen der Anteilhaber des jeweiligen Teilfonds beseitigt.
- (g) Die flüssigen Mittel werden zu deren Nennwert zuzüglich anteiliger Zinsen bewertet. Festgelder können zu dem jeweiligen Renditekurs bewertet werden, vorausgesetzt, ein entsprechender Vertrag zwischen dem Finanzinstitut, welches die Festgelder verwahrt, und der Gesellschaft sieht vor, dass diese Festgelder zu jeder Zeit kündbar sind und dass im Falle einer Kündigung ihr Realisierungswert diesem Renditekurs entspricht.
- (h) Die in dem jeweiligen Teilfondsvermögen enthaltenen Zielfondsanteile werden zum letzten festgestellten und erhältlichen Rücknahmepreis bewertet.
- (i) Alle nicht auf Euro lautenden Vermögenswerte werden zum letzten verfügbaren Devisenkurs in Euro umgerechnet.

(j) Sämtliche sonstigen Wertpapiere oder sonstigen Vermögenswerte werden zu ihrem angemessenen Marktwert bewertet, wie dieser nach Treu und Glauben von der Gesellschaft und nach einem von ihr festgelegten Verfahren bestimmt wird.

Der Wert aller Vermögenswerte und Verbindlichkeiten, welche nicht in der Währung des jeweiligen Teilfonds ausgedrückt ist, wird in diese Währung zu den zuletzt bei der Depotbank verfügbaren Devisenkursen umgerechnet. Wenn solche Kurse nicht verfügbar sind, wird der Wechselkurs nach Treu und Glauben und nach dem vom Verwaltungsrat aufgestellten Verfahren bestimmt.

Der Verwaltungsrat kann nach eigenem Ermessen andere Bewertungsmethoden zulassen, wenn er dieses im Interesse einer angemessenen Bewertung eines Vermögenswertes der Gesellschaft für angebracht hält.

II. Die Verbindlichkeiten der Gesellschaft beinhalten:

- (1) alle Kredite, Wechselverbindlichkeiten und fälligen Forderungen;
- (2) alle angefallenen Zinsen auf Kredite der Gesellschaft (einschließlich Bereitstellungskosten für Kredite);
- (3) alle angefallenen oder zahlbaren Kosten (einschließlich, ohne hierauf beschränkt zu sein, Verwaltungskosten, Managementkosten, Gründungskosten, Depotbankgebühren und Kosten für Vertreter der Gesellschaft);
- (4) alle bekannten, gegenwärtigen und zukünftigen Verbindlichkeiten (einschließlich fälliger vertraglicher Verbindlichkeiten auf Geldzahlungen oder Güterübertragungen, einschließlich weiterhin des Betrages nicht bezahlter, aber erklärter Ausschüttungen der Gesellschaft);
- (5) angemessene Rückstellungen für zukünftige Steuerzahlungen auf der Grundlage von Kapital und Einkünften am Bewertungstag entsprechend der Bestimmung durch die Gesellschaft sowie sonstige eventuelle Rückstellungen, welche vom Verwaltungsrat genehmigt und gebilligt werden, sowie sonstige eventuelle Beträge, welche der Verwaltungsrat im Zusammenhang mit drohenden Verbindlichkeiten der Gesellschaft für angemessen hält;

(6) sämtliche sonstigen Verbindlichkeiten der Gesellschaft, gleich welcher Art und Herkunft, welche unter Berücksichtigung allgemein anerkannter Grundsätze der Buchführung dargestellt werden. Bei der Bestimmung des Betrages solcher Verbindlichkeiten wird die Gesellschaft sämtliche von der Gesellschaft zu zahlenden Kosten berücksichtigen, einschließlich Gründungskosten, Gebühren an Fondsmanager und Anlageberater, Gebühren für die Buchführung, Gebühren an die Depotbank und ihre Korrespondenzbanken sowie an die Zentralverwaltungs- und Domizilierungsstelle, Register- und Transferstelle, Gebühren an die zuständige Stelle für die Börsennotiz, Gebühren an Zahl- oder Vertriebsstellen sowie sonstige ständige Vertreter im Zusammenhang mit der Registrierung der Gesellschaft, Gebühren für sämtliche sonstigen von der Gesellschaft beauftragten Vertreter, Vergütungen für die Verwaltungsratsmitglieder sowie deren angemessene Spesen, Versicherungsprämien, Reisekosten im Zusammenhang mit den Verwaltungsratsitzungen, Gebühren und Kosten für Rechtsberatung und Wirtschaftsprüfung, Gebühren im Zusammenhang mit der Registrierung und der Aufrechterhaltung dieser Registrierung der Gesellschaft bei Regierungsstellen oder Börsen innerhalb oder außerhalb des Großherzogtums Luxemburg, Berichtskosten, Veröffentlichungskosten, einschließlich der Kosten für die Vorbereitung, den Druck, die Ankündigung und die Verteilung von Verkaufsprospekten, Werbeschriften, periodischen Berichten oder Aussagen im Zusammenhang mit der Registrierung, die Kosten sämtlicher Berichte an die Aktionäre, Steuern, Gebühren, öffentliche oder ähnliche Lasten, sämtliche sonstigen Kosten im Zusammenhang mit der Geschäftstätigkeit, einschließlich der Kosten für den Kauf und Verkauf von Vermögenswerten, Zinsen, Bank- und Brokergebühren, Kosten für Post, Telefon und Telex. Die Gesellschaft kann Verwaltungs- und andere Ausgaben regelmäßiger oder wiederkehrender Natur auf Schätzbasis periodengerecht jährlich oder für andere Zeitabschnitte berechnen.

III. Die Vermögenswerte sollen wie folgt zugeordnet werden:

Innerhalb eines Teilfonds können eine oder mehrere Aktienklassen eingerichtet werden:

a) Sofern mehrere Aktienklassen an einem Teilfonds ausgegeben sind, werden die diesen Aktienklassen zuzuordnenden Vermögenswerte gemeinsam entsprechend der spezifischen Anlagepolitik des jeweiligen Teilfonds angelegt, wobei der Verwaltungsrat innerhalb eines Teilfonds Aktienklassen definieren kann, um (i) einer bestimmten Ausschüttungspolitik, die nach Berechtigung oder Nichtberechtigung zur Ausschüttung unterscheidet und/oder (ii) einer bestimmten Gestaltung von Verkaufs- und Rücknahmeprovision und/oder (iii) einer bestimmten Gebührenstruktur im Hinblick auf die Verwaltung oder Anlageberatung und/oder (iv) einer bestimmten Zuordnung von Dienstleistungsgebühren für die Ausschüttung, Dienstleistungen für Aktionäre oder sonstiger Gebühren und/oder (v) unterschiedlichen Währungen oder Währungseinheiten, auf welche die jeweilige Aktienklasse lauten soll und welche unter Bezugnahme auf den Wechselkurs im Verhältnis zur Fondswährung des jeweiligen Teilfonds gerechnet werden, und/oder (vi) der Verwendung unterschiedlicher Sicherungstechniken, um Vermögenswerte und Erträge, welche auf die Währung der jeweiligen Aktienklasse lauten, gegen langfristige Schwankungen gegenüber der Fondswährung des jeweiligen Teilfonds abzusichern und/oder (vii) sonstigen Charakteristika, wie sie von Zeit zu Zeit vom Verwaltungsrat im Einklang mit den gesetzlichen Bestimmungen festgelegt werden, zu entsprechen;

b) Die Erträge aus der Ausgabe von Aktien einer Aktienklasse werden in den Büchern der Gesellschaft der Aktienklasse beziehungsweise den Aktienklassen zugeordnet, welche an dem jeweiligen Teilfonds ausgegeben sind und der betreffende Betrag soll den Anteil der Netto-Vermögenswerte des betreffenden Teilfonds, welche der auszugebenden Aktienklasse zuzuordnen sind, erhöhen;

c) Vermögenswerte, Verbindlichkeiten, Erträge und Aufwendungen, welche einem Teilfonds zuzuordnen sind, werden der (den) an diesem Teilfonds ausgegebenen Aktienklasse(n), vorbehaltlich vorstehend a) zugeordnet;

d) Sofern ein Vermögenswert von einem anderen Vermögenswert abgeleitet ist, wird dieser abgeleitete Vermögenswert in den Büchern der Gesellschaft derselben Aktienklasse beziehungsweise denselben Aktienklassen zugeordnet, wie der Vermögenswert, von welchem die Ableitung erfolgte und bei jeder Neubewertung eines Vermögenswertes wird der Wertzuwachs beziehungsweise die Wertverminderung der oder den entsprechenden Aktienklasse(n) in Anrechnung gebracht;

e) Sofern ein Vermögenswert oder eine Verbindlichkeit der Gesellschaft nicht einer bestimmten Aktienklasse zugeordnet werden kann, so wird dieser Vermögenswert oder diese Verbindlichkeit allen Aktienklassen pro rata im Verhältnis zu ihrem jeweiligen Anteilwert oder in einer anderen Art und Weise, wie sie der Verwaltungsrat nach Treu und Glauben festlegt, zugeordnet, wobei (i) dann, wenn Vermögenswerte für Rechnung mehrerer Teilfonds in einem Konto gehalten oder als separater Pool von Vermögenswerten durch einen hierzu beauftragten Vertreter des Verwaltungsrates gemeinschaftlich verwaltet werden, die entsprechende Berechtigung jeder Aktienklasse anteilig ihrer Einlage in dem betreffenden Konto oder Pool entsprechen wird und (ii) diese Berechtigung sich, wie im Einzelnen in den Verkaufsunterlagen zu den Aktien an der Gesellschaft beschrieben, entsprechend den für Rechnung der Aktien erfolgenden Einlagen und Rücknahmen verändern wird sowie schließlich (iii) die Verbindlichkeiten zwischen den Aktienklassen anteilig im Verhältnis zu ihrer jeweiligen Berechtigung an dem Konto oder Pool aufgeteilt werden;

f) nach Zahlung von Ausschüttungen an die Aktionäre einer Aktienklasse wird der Anteilwert dieser Aktienklasse um den Betrag der Ausschüttungen vermindert.

Sämtliche Bewertungsregeln und -beschlüsse sind im Einklang mit allgemein anerkannten Regeln der Buchführung zu treffen und auszulegen.

Vorbehaltlich Böswilligkeit, grober Fahrlässigkeit oder offenkundigen Irrtums ist jede Entscheidung im Zusammenhang mit der Berechnung des Anteilwertes, welcher vom Verwaltungsrat oder von einer Bank, Gesellschaft oder sonstigen Stelle, die der Verwaltungsrat mit der Berechnung des Anteilwertes beauftragt getroffen wird, endgültig und für die Gesellschaft, gegenwärtige, ehemalige und zukünftige Aktionäre bindend.

IV. Im Zusammenhang mit den Regeln dieses Artikels gelten die folgenden Bestimmungen:

1. Zur Rücknahme ausstehende Aktien der Gesellschaft gemäß Artikel 10 dieser Satzung werden als bestehende Aktien behandelt und bis unmittelbar nach dem Zeitpunkt, welcher von dem Verwaltungsrat an dem entsprechenden Bewertungstag, an welchem die jeweilige Bewertung vorgenommen wird, festgelegt wird, berücksichtigt. Von diesem Zeitpunkt an bis zur Zahlung des Rücknahmepreises durch die Gesellschaft besteht eine entsprechende Verbindlichkeit der Gesellschaft;

2. Auszugebende Aktien werden ab dem Zeitpunkt, welcher vom Verwaltungsrat an dem jeweiligen Bewertungstag, an welchem die Bewertung vorgenommen wird, festgelegt wird, als ausgegebene Aktien behandelt. Von diesem Zeitpunkt an bis zum Erhalt des Ausgabepreises durch die Gesellschaft besteht eine Forderung zu Gunsten der Gesellschaft;

3. alle Vermögensanlagen, Kassenbestände und sonstigen Vermögenswerte, welche in anderen Währungen als der Währung der jeweiligen Teilfonds ausgedrückt sind, werden zu den am Tag und zu dem Zeitpunkt der Anteilwertberechnung geltenden Devisenkursen bewertet;

4. sofern an einem Bewertungstag die Gesellschaft sich verpflichtet hat

- einen Vermögenswert zu erwerben, so wird der zu bezahlende Gegenwert für diesen Vermögenswert als Verbindlichkeit der Gesellschaft ausgewiesen und der zu erwerbende Vermögenswert wird in der Bilanz der Gesellschaft als Vermögenswert der Gesellschaft verzeichnet;

- einen Vermögenswert zu veräußern, so wird der zu erhaltende Gegenwert für diesen Vermögenswert als Forderung der Gesellschaft ausgewiesen und der zu veräußernde Vermögenswert wird nicht in den Vermögenswerten der Gesellschaft aufgeführt;

wobei dann, wenn der genaue Wert oder die Art des Gegenwertes oder Vermögenswertes an dem entsprechenden Bewertungstag nicht bekannt ist, dieser Wert von der Gesellschaft geschätzt wird.

Art. 13. Aussetzung der Berechnung des Anteilwertes. Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, die Berechnung des Anteilwertes der Aktien eines Teilfonds in folgenden Fällen vorübergehend auszusetzen:

- wenn aufgrund von Ereignissen, die nicht in die Verantwortlichkeit oder den Einflussbereich der Gesellschaft fallen, eine normale Verfügung über das Nettovermögen eines Teilfonds unmöglich wird, ohne die Interessen der Aktionäre schwerwiegend zu beeinträchtigen;

- wenn durch eine Unterbrechung der Nachrichtenverbindung oder aus irgendeinem Grund der Wert eines beträchtlichen Teils des Nettovermögens eines Teilfonds nicht bestimmt werden kann;

- wenn Einschränkungen des Devisen- oder Kapitalverkehrs die Abwicklung der Geschäfte für Rechnung eines Teilfonds verhindern;

- wenn eine Generalversammlung der Aktionäre einberufen wurde, um die Gesellschaft zu liquidieren.

Die Aussetzung der Berechnung der Anteilwerte wird den Aktionären per Post oder per Fax an die im Aktionärsregister eingetragenen Adressen mitgeteilt.

Art. 14. Verwaltungsrat. Die Gesellschaft wird von einem Verwaltungsrat verwaltet, der aus mindestens drei Mitgliedern besteht, welche nicht Aktionär an der Gesellschaft sein müssen. Die Verwaltungsratsmitglieder werden für eine Dauer von höchstens sechs Jahren gewählt. Der Verwaltungsrat wird von den Aktionären im Rahmen der Generalversammlung gewählt; die Generalversammlung beschließt außerdem die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder, ihre Vergütung und die Dauer ihrer Amtszeit.

Die Verwaltungsratsmitglieder werden durch die Mehrheit der anwesenden und vertretenen Aktien gewählt.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann jederzeit und ohne Angabe von Gründen durch einen Beschluss der Generalversammlung abberufen oder ersetzt werden.

Bei Ausfall eines amtierenden Verwaltungsratsmitgliedes werden die verbleibenden Mitglieder des Verwaltungsrates die fehlende Stelle zeitweilig ausfüllen; die Aktionäre werden bei der nächsten Generalversammlung eine endgültige Entscheidung über die Ernennung treffen.

Art. 15. Befugnisse des Verwaltungsrates. Der Verwaltungsrat verfügt über die umfassende Befugnis, alle Verfügungs- und Verwaltungshandlungen im Rahmen des Gesellschaftszweckes und im Einklang mit der Anlagepolitik gemäß Artikel 20 dieser Satzung vorzunehmen.

Sämtliche Befugnisse, welche nicht ausdrücklich gesetzlich oder durch diese Satzung der Generalversammlung vorbehalten sind, können durch den Verwaltungsrat getroffen werden.

Art. 16. Übertragung von Befugnissen. Der Verwaltungsrat kann seine Befugnisse im Zusammenhang mit der täglichen Geschäftsführung der Gesellschaft (einschließlich der Berechtigung, als Zeichnungsberechtigter für die Gesellschaft zu handeln) und seine Befugnisse zur Ausführung von Handlungen im Rahmen der Geschäftspolitik und des Gesellschaftszweckes an eine oder mehrere natürliche oder juristische Personen übertragen, wobei diese Personen nicht Mitglieder des Verwaltungsrates sein müssen und die Befugnisse haben, welche vom Verwaltungsrat bestimmt werden und diese Befugnisse, vorbehaltlich der Genehmigung des Verwaltungsrates, weiter delegieren können.

Die Gesellschaft kann, wie im Einzelnen in den Verkaufsunterlagen zu den Aktien an der Gesellschaft beschrieben, einen Anlageberatungsvertrag mit einer oder mehreren Gesellschaft(en) («Anlageberater») abschließen, welche im Hinblick auf die Anlagepolitik der Gesellschaft Empfehlungen geben und diese beraten soll(en). Der Verwaltungsrat kann Investmentbeiräte für jeden einzelnen Teilfonds berufen und deren Vergütung festsetzen. Diese Beiräte sollen aus fachkundigen Personen mit entsprechender Erfahrung bestehen. Die Beiräte haben lediglich eine beratende Funktion und treffen keinerlei Anlageentscheidungen. Der Verwaltungsrat kann auch Einzelvollmachten durch notarielle oder privatschriftliche Urkunden übertragen.

Art. 17. Verwaltungsratssitzung. Der Verwaltungsrat wird aus seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden bestimmen. Er kann einen Sekretär bestimmen, der nicht Mitglied des Verwaltungsrates sein muss und der die Protokolle der Verwaltungsratssitzungen und Generalversammlungen erstellt und verwahrt. Der Verwaltungsrat tritt auf Einladung des Verwaltungsratsvorsitzenden oder zweier Verwaltungsratsmitglieder an dem in der Einladung angegebenen Ort zusammen.

Der Verwaltungsratsvorsitzende leitet die Verwaltungsratssitzungen und die Generalversammlungen. In seiner Abwesenheit können die Aktionäre oder die Mitglieder des Verwaltungsrates ein anderes Mitglied des Verwaltungsrates oder im Falle der Generalversammlung, eine andere Person mit der Leitung beauftragen.

Die Mitglieder des Verwaltungsrates werden zu jeder Verwaltungsratssitzung wenigstens acht Tage vor dem entsprechenden Datum schriftlich eingeladen, außer in Notfällen, in welchen Fällen die Art des Notfalls in der Einladung vermerkt wird. Auf diese Einladung kann übereinstimmend schriftlich, durch Telegramm, Telefax oder ähnliche Kommunikationsmittel verzichtet werden. Eine Einladung ist nicht notwendig für Sitzungen, welche zu Zeitpunkten und an Orten abgehalten werden, die zuvor in einem Verwaltungsratsbeschluss bestimmt worden waren.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann sich auf jeder Verwaltungsratssitzung mit schriftlich, per Telegramm, Telefax oder ähnliche Kommunikationsmittel erteilter Vollmacht durch ein anderes Verwaltungsratsmitglied oder eine andere Person vertreten lassen. Ein einziges Verwaltungsratsmitglied kann mehrere seiner Kollegen vertreten.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann an einer Verwaltungsratssitzung im Wege einer telephonischen Konferenzschaltung oder durch ähnliche Kommunikationsmittel, welche ermöglichen, dass sämtliche Teilnehmer an der Sitzung einander hören können, teilnehmen und diese Teilnahme steht einer persönlichen Teilnahme an dieser Sitzung gleich.

Der Verwaltungsrat kann nur auf ordnungsgemäß einberufenen Verwaltungsratssitzungen handeln. Sofern sämtliche Verwaltungsratsmitglieder anwesend oder vertreten sind und sich damit einverstanden erklären, kann auf die ordnungsgemäße Einberufung verzichtet werden.

Die Verwaltungsratsmitglieder können die Gesellschaft nicht durch Einzelunterschriften verpflichten, außer im Falle einer ausdrücklichen entsprechenden Ermächtigung durch einen Verwaltungsratsbeschluss.

Der Verwaltungsrat kann nur dann gültige Beschlüsse fassen oder Handlungen vornehmen, wenn wenigstens die Mehrheit der Verwaltungsratsmitglieder oder ein anderes vom Verwaltungsrat festgelegtes Quorum anwesend oder vertreten sind.

Verwaltungsratsbeschlüsse werden protokolliert und die Protokolle werden vom Vorsitzenden der Verwaltungsratssitzung unterzeichnet. Auszüge aus diesen Protokollen, welche zu Beweis Zwecken in gerichtlichen oder sonstigen

Verfahren erstellt werden, sind vom Vorsitzenden der Verwaltungsratssitzung oder zwei Verwaltungsratsmitgliedern rechtsgültig zu unterzeichnen.

Beschlüsse werden mit einfacher Mehrheit der anwesenden und vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst. Bei Stimmgleichheit fällt dem Vorsitzenden der Verwaltungsratssitzung das entscheidende Stimmrecht zu.

Schriftliche Beschlüsse im Umlaufverfahren, welche von allen Mitgliedern des Verwaltungsrates gebilligt und unterzeichnet sind, stehen Beschlüssen auf Verwaltungsratssitzungen gleich; jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann solche Beschlüsse schriftlich, durch Telegramm, Telex, Telefax oder ähnliche Kommunikationsmittel billigen. Diese Billigung wird schriftlich zu bestätigen sein und die Gesamtheit der Unterlagen bildet das Protokoll zum Nachweis der Beschlussfassung.

Art. 18. Zeichnungsbefugnis. Gegenüber Dritten wird die Gesellschaft rechtsgültig durch die gemeinschaftliche Unterschrift zweier Mitglieder des Verwaltungsrates oder durch die gemeinschaftliche oder einzelne Unterschrift von Personen, welche hierzu vom Verwaltungsrat ermächtigt wurden, verpflichtet.

Art. 19. Vergütung des Verwaltungsrates. Die Vergütungen für Verwaltungsratsmitglieder werden von der Gesellschafterversammlung festgelegt. Sie umfassen auch Auslagen und sonstige Kosten, welche den Verwaltungsratsmitgliedern in Ausübung ihrer Tätigkeit entstehen, einschließlich eventueller Kosten für Rechtsverfolgungsmaßnahmen, es sei denn, solche seien veranlasst durch vorsätzliches oder grob fahrlässiges Verhalten des betreffenden Verwaltungsratsmitglieds.

Art. 20. Anlagepolitik. Die Vermögenswerte der Gesellschaft werden nach dem Grundsatz der Risikostreuung in Wertpapieren und anderen zulässigen Vermögenswerten angelegt, unter Berücksichtigung der Anlageziele und Anlagegrenzen der Gesellschaft, wie sie in dem von der Gesellschaft herausgegebenen Verkaufsprospekt für die jeweiligen Teilfonds beschrieben werden, sowie unter Einhaltung der Bestimmungen des Gesetzes von 2007. Die betreffenden Beteiligungen können entweder direkt oder über Tochtergesellschaften gehalten werden.

Art. 21. Generalversammlung. Die Generalversammlung repräsentiert die Gesamtheit der Aktionäre der Gesellschaft. Ihre Beschlüsse binden alle Aktionäre. Sie hat die umfassende Befugnis, Handlungen im Zusammenhang mit der Geschäftstätigkeit der Gesellschaft anzuordnen, auszuführen oder zu genehmigen.

Die Generalversammlung tritt auf Einladung des Verwaltungsrates zusammen.

Sie kann auch auf Antrag von Aktionären, welche wenigstens ein Zehntel des Gesellschaftsvermögens repräsentieren, zusammentreten.

Die jährliche Generalversammlung wird im Einklang mit den Bestimmungen des Luxemburger Rechts in Luxemburg-Stadt an einem in der Einladung angegebenen Ort am dritten Mittwoch des Monats März um 14:00 Uhr abgehalten. Ist dieser Tag ein gesetzlicher Feiertag oder Bankfeiertag in Luxemburg, wird die jährliche Generalversammlung am nächstfolgenden Bankarbeitstag abgehalten.

Andere Generalversammlungen können an solchen Orten und zu solchen Zeiten abgehalten werden, wie dies in der entsprechenden Einladung angegeben wird.

Die Aktionäre treten auf Einladung des Verwaltungsrates, welche die Tagesordnung enthält und wenigstens acht Tage vor der Generalversammlung an jeden Inhaber von Namensaktien an dessen im Aktionärsregister eingetragene Adresse versandt werden muss, zusammen. Die Mitteilung an die Inhaber von Namensaktien muss auf der Versammlung nicht nachgewiesen werden. Die Tagesordnung wird vom Verwaltungsrat vorbereitet, außer in den Fällen, in welchen die Versammlung auf schriftlichen Antrag der Aktionäre zusammentritt, in welchem Falle der Verwaltungsrat eine zusätzliche Tagesordnung vorbereiten kann.

Wenn sämtliche Aktien als Namensaktien ausgegeben werden und wenn keine Veröffentlichungen erfolgen, kann die Einladung an die Aktionäre ausschließlich per Einschreiben erfolgen.

Sofern sämtliche Aktionäre anwesend oder vertreten sind und sich selbst als ordnungsgemäß eingeladen und über die Tagesordnung in Kenntnis gesetzt erachten, kann die Generalversammlung ohne schriftliche Einladung stattfinden.

Der Verwaltungsrat kann sämtliche sonstigen Bedingungen festlegen, welche von den Aktionären zur Teilnahme an einer Generalversammlung erfüllt werden müssen.

Auf der Generalversammlung werden lediglich solche Vorgänge behandelt, welche in der Tagesordnung enthalten sind (die Tagesordnung wird sämtliche gesetzlich erforderlichen Vorgänge enthalten).

Jede stimmberechtigte Aktie repräsentiert eine Stimme. Ein Aktionär kann sich bei jeder Generalversammlung durch eine schriftliche Vollmacht an eine andere Person, welche kein Aktionär sein muss und Verwaltungsratsmitglied der Gesellschaft sein kann, vertreten lassen.

Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen durch das Gesetz oder diese Satzung werden die Beschlüsse auf der Generalversammlung durch die einfache Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktionäre gefasst.

Art. 22. Generalversammlungen der Aktionäre in einem Teilfonds oder einer Aktienklasse. Die Aktionäre der Aktienklassen im Zusammenhang mit einem Teilfonds können zu jeder Zeit Generalversammlung abhalten, um über Vorgänge zu entscheiden, welche ausschließlich diesen Teilfonds betreffen.

Darüber hinaus, können die Aktionäre einer Aktienklasse, zu jeder Zeit Generalversammlungen im Hinblick auf alle Fragen, welche diese Aktienklasse betreffen, abhalten.

Die relevanten Bestimmungen in Artikel 21 sind auf solche Generalversammlungen analog anwendbar.

Jede stimmberechtigte Aktie repräsentiert eine Stimme. Ein Aktionär kann sich bei jeder Generalversammlung der Aktionäre in einem Teilfonds oder einer Aktienklasse durch eine schriftliche Vollmacht an eine andere Person, welche kein Aktionär sein muss und Verwaltungsratsmitglied der Gesellschaft sein kann, vertreten lassen.

Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen im Gesetz oder in dieser Satzung werden Beschlüsse der Generalversammlung eines Teilfonds oder einer Aktienklasse mit einfacher Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktionäre gefasst.

Art. 23. Depotbank. In dem gesetzlich erforderlichen Umfang wird die Gesellschaft einen Depotbankvertrag mit einer Bank im Sinne des Gesetzes vom 5. April 1993 über den Finanzsektor («Depotbank») abschließen.

Die Depotbank wird die Pflichten erfüllen und die Verantwortung übernehmen, wie dies gemäß den anwendbaren gesetzlichen Bestimmungen vorgesehen ist.

Sowohl die Depotbank als auch die Gesellschaft sind berechtigt, die Depotbankbestellung jederzeit im Einklang mit dem Depotbankvertrag zu kündigen. In diesem Fall wird der Verwaltungsrat alle Anstrengungen unternehmen, um innerhalb von zwei Monaten mit Genehmigung der zuständigen Aufsichtsbehörde eine andere Bank zur Depotbank zu bestellen. Bis zur Bestellung einer neuen Depotbank wird die bisherige Depotbank zum Schutz der Interessen der Aktionäre ihren Pflichten als Depotbank vollumfänglich nachkommen.

Art. 24. Wirtschaftsprüfer. Die Rechnungsdaten im Jahresbericht der Gesellschaft werden durch einen unabhängigen Wirtschaftsprüfer (réviseur d'entreprise agréé) geprüft, welcher von der Generalversammlung ernannt und von der Gesellschaft bezahlt wird.

Der Wirtschaftsprüfer erfüllt sämtliche Pflichten im Sinne der anwendbaren gesetzlichen Bestimmungen.

Art. 25. Geschäftsjahr. Das Rechnungsjahr der Gesellschaft beginnt am 01. Januar jeden Jahres und endet am 31. Dezember desselben Jahres. Das erste Geschäftsjahr endet am 31. Dezember 2008.

Der Jahresabschluss der Gesellschaft wird in der dem Gesellschaftskapital entsprechenden Währung, d.h. in Euro, aufgestellt.

Art. 26. Ausschüttungen. Die Generalversammlung einer Aktienklasse im Zusammenhang mit einem Teilfonds wird auf Vorschlag des Verwaltungsrates und innerhalb der gesetzlichen Grenzen darüber entscheiden, wie der Ertrag aus diesem Teilfonds zu verwenden ist, sie kann zu gegebener Zeit Ausschüttungen erklären oder den Verwaltungsrat hierzu ermächtigen.

Auf jede ausschüttungsberechtigte Aktienklasse kann der Verwaltungsrat Zwischenausschüttungen im Einklang mit den gesetzlichen Bestimmungen beschließen.

Die Zahlung von Ausschüttungen auf die Inhaber von Namensaktien erfolgt an deren im Aktionärsregister vermerkte Adressen.

Ausschüttungen können in einer Währung, zu einem Zeitpunkt und an einem Ort ausbezahlt werden, wie dies der Verwaltungsrat zu gegebener Zeit bestimmt.

Der Verwaltungsrat kann unbare Ausschüttungen an der Stelle von Barausschüttungen innerhalb der Voraussetzungen und Bedingungen, wie sie vom Verwaltungsrat festgelegt werden, beschließen.

Jegliche Ausschüttung, welche nicht innerhalb von fünf Jahren nach ihrer Erklärung eingefordert wird, verfällt zu Gunsten der an dem jeweiligen Teilfonds ausgegebenen Aktienklasse(n).

Auf Ausschüttungen, welche von der Gesellschaft erklärt und für die Berechtigten zur Verfügung gehalten werden, erfolgen keine Zinszahlungen.

Art. 27. Auflösung der Gesellschaft. Die Gesellschaft kann zu jeder Zeit durch Beschluss der Generalversammlung und vorbehaltlich des für Satzungsänderungen erforderlichen Quorums und der Mehrheitserfordernisse gemäß Artikel 30 dieser Satzung aufgelöst werden.

Sofern das Gesellschaftsvermögen unter zwei Drittel des Mindestgesellschaftsvermögens gemäß Artikel 5 dieser Satzung fällt, wird die Frage der Auflösung durch den Verwaltungsrat der Generalversammlung vorgelegt. Die Generalversammlung entscheidet ohne Anwesenheitsquorum mit der einfachen Mehrheit der auf dieser Versammlung vertretenen Aktien.

Die Frage der Auflösung der Gesellschaft wird der Generalversammlung durch den Verwaltungsrat auch dann vorgelegt, sofern das Gesellschaftsvermögen unter ein Viertel des Mindestgesellschaftskapitals gemäß Artikel 5 dieser Satzung fällt. In diesem Falle wird die Generalversammlung ohne Anwesenheitsquorum beschließen und die Auflösung kann durch die Aktionäre entschieden werden, welche ein Viertel der auf der Generalversammlung vertretenen stimmberechtigten Aktien halten.

Die Versammlung muss so rechtzeitig einberufen werden, dass sie innerhalb von vierzig Tagen nach Feststellung der Tatsache, dass das Gesellschaftskapital unterhalb zwei Drittel bzw. ein Viertel des Mindestgesellschaftskapitals gefallen ist, abgehalten werden kann.

Art. 28. Auflösung und Verschmelzung von Teilfonds. Der Verwaltungsrat kann beschließen, einen oder mehrere Teilfonds oder Aktienklassen zusammenzulegen, oder einen oder mehrere Teilfonds oder Aktienklassen aufzulösen, in-

dem die betroffenen Aktien entwertet werden und den betroffenen Aktionäre der Anteilwert der Aktien dieses oder dieser Teilfonds oder Aktienklassen zurückerstattet wird. Der Verwaltungsrat kann ebenfalls beschließen, einen oder mehrere Teilfonds mit einem anderen spezialisierten Investmentfonds nach dem Gesetz von 2007 oder einem luxemburgischen Organismus für gemeinsame Anlagen («OGA») nach dem Gesetz vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen oder einem Teilfonds eines solchen spezialisierten Investmentfonds oder eines solchen OGA zu verschmelzen.

Der Verwaltungsrat ist befugt, einen der vorgenannten Beschlüsse zu fassen

- im Falle einer wesentlichen Änderung der sozialen, politischen oder wirtschaftlichen Lage in den Ländern, in denen Anlagen für den jeweiligen Teilfonds getätigt werden oder in denen die Aktien dieses Teilfonds vertrieben werden, oder
- sofern der Wert der Vermögenswerte des jeweiligen Teilfonds derart fällt, dass eine wirtschaftlich effiziente Verwaltung dieses Teilfonds nicht mehr gewährleistet werden kann, oder
- im Rahmen einer Rationalisierung.

Der Liquidationserlös, der von Aktionär nach Abschluss der Liquidation nicht gefordert wurde, bleibt bei der Depotbank für einen Zeitraum von sechs Monaten deponiert und wird anschließend bei der Caisse des Consignations in Luxemburg hinterlegt, wo er nach 30 Jahren verfällt.

Der Beschluss des Verwaltungsrates gemäß dem ersten Absatz dieses Artikels über die Verschmelzung eines oder mehrerer Teilfonds wird den betroffenen Aktionären mitgeteilt. In diesem Fall ist es den betroffenen Aktionären erlaubt, während der Mindestdauer eines Monats ab dem Datum der erfolgten Mitteilung die kostenfreie Rücknahme oder den kostenfreien Umtausch aller oder eines Teils ihrer Aktien zu dem anwendbaren Anteilwert zu beantragen. Nach Ablauf dieser Periode ist die Verschmelzung für alle verbleibenden Aktionäre bindend. Im Falle der Verschmelzung einer oder mehrerer Aktienklassen der Gesellschaft mit einem luxemburgischen «fonds commun de placement» bzw. «fonds commun de placement - FIS» ist der Beschluss jedoch nur für die dieser Verschmelzung zustimmenden Aktionäre bindend, bei allen anderen Aktionäre wird davon ausgegangen, dass sie einen Antrag auf Rücknahme ihrer Aktien gestellt haben.

Der Erlös aus der Auflösung von Aktien, der von den Aktionäre nach erfolgter Auflösung einer Aktienklasse nicht gefordert wurde, wird bei der Caisse des Consignations in Luxemburg hinterlegt, wo er nach 30 Jahren verfällt.

Die Gesellschaft hat die Aktionäre durch Veröffentlichung einer Rücknahmeankündigung in einer vom Verwaltungsrat zu bestimmenden Zeitung hierüber zu informieren. Sind alle betroffenen Aktionäre und ihre Adressen der Gesellschaft bekannt, so erfolgt die Rücknahmeankündigung mittels Brief an diese Adressaten.

Art. 29. Liquidation. Die Liquidierung wird durch einen oder mehrere Liquidatoren ausgeführt, welche ihrerseits natürliche oder juristische Personen sein können und von der Generalversammlung, die auch über ihre Befugnisse und über ihre Vergütung entscheidet, ernannt werden.

Der Netto-Liquidationserlös der Gesellschaft wird von den Liquidatoren an die Aktionäre im Verhältnis zu ihrem Aktienbesitz verteilt. Der Verwaltungsrat kann im Verkaufsprospekt genauer regeln, wie in Hinblick auf die verschiedenen Aktienklassen verfahren wird.

Wird die Gesellschaft liquidiert, so erfolgt die Liquidation in Übereinstimmung mit den gesetzlichen Bestimmungen. Diese Bestimmungen spezifizieren die Verteilung der Liquidationserlöse und sehen die Hinterlegung bei der Caisse de Consignation für alle Beträge vor, die bei Abschluss der Liquidation von den Aktionären nicht eingefordert wurden. Beträge, die dort innerhalb der gesetzlichen Fristen nicht eingefordert werden, verfallen gemäß den Bestimmungen des Luxemburger Rechts.

Art. 30. Änderungen der Satzung. Die Satzung kann durch eine Generalversammlung, welche den Quorumserfordernissen gemäß dem Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaft einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen (das «Gesetz von 1915») unterliegt, geändert werden.

Art. 31. Interessenkonflikte. Verträge und sonstige Geschäfte zwischen der Gesellschaft und einer anderen Gesellschaft oder Unternehmung werden nicht dadurch beeinträchtigt oder deshalb ungültig, weil ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder oder Angestellte der Gesellschaft an dieser anderen Gesellschaft oder Unternehmung ein persönliches Interesse haben oder dort Verwaltungsratsmitglied, Gesellschafter, leitender oder sonstiger Angestellter sind. Jedes Verwaltungsratsmitglied und jeder leitende Angestellte der Gesellschaft, welche als Verwaltungsratsmitglied, leitender Angestellter oder einfacher Angestellter in einer Gesellschaft oder Unternehmung, mit welcher die Gesellschaft Verträge abschließt oder sonstige Geschäftsbeziehungen eingeht, wird durch diese Verbindung mit dieser anderen Gesellschaft oder Unternehmung nicht daran gehindert, im Zusammenhang mit einem solchen Vertrag oder einer solchen Geschäftsbeziehung zu beraten, abzustimmen oder zu handeln.

Sofern ein Verwaltungsratsmitglied oder ein leitender Angestellter der Gesellschaft im Zusammenhang mit einem Geschäftsvorfall der Gesellschaft ein den Interessen der Gesellschaft entgegengesetztes persönliches Interesse hat, wird dieses Verwaltungsratsmitglied oder dieser leitende Angestellter dem Verwaltungsrat dieses entgegengesetzte persönliche Interesse mitteilen und im Zusammenhang mit diesem Geschäftsvorfall nicht an den Beratungen oder Abstimmungen teilnehmen und dieser Geschäftsvorfall wird ebenso wie das persönliche Interesse des Verwaltungsratsmitglieds oder leitenden Angestellten der nächstfolgenden Generalversammlung berichtet.

«Entgegengesetztes Interesse» entsprechend der vorstehenden Bestimmungen bedeutet nicht eine Verbindung mit einer Angelegenheit, Stellung oder einem Geschäftsvorfall, welcher eine bestimmte Person, Gesellschaft oder Unternehmung umfaßt, welche gelegentlich vom Verwaltungsrat nach dessen Ermessen benannt werden.

Art. 32. Anwendbares Recht. Sämtliche in dieser Satzung nicht geregelten Fragen werden durch die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften und das Gesetz von 2007 einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen der jeweiligen Gesetze geregelt.

Zeichnung des Gründungskapitals

Das Gründungskapital wird wie folgt gezeichnet:

Herr Peter Karreth, vorgeannt, zeichnet 31 (einunddreißig) Aktien zum Gegenwert von einunddreißigtausend Euro (Euro 31.000,-).

Damit beträgt das Gründungskapital insgesamt einunddreißigtausend Euro (Euro 31.000,-). Die Einzahlung des gesamten Gründungskapitals wurde dem unterzeichneten Notar ordnungsgemäß nachgewiesen.

Erklärung

Der amtierende Notar erklärt, dass die in Artikel 26 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften vorgesehenen Bedingungen erfüllt sind, und bescheinigt dies ausdrücklich.

Gründungsversammlung der Gesellschaft

Oben angeführter Gründungsgesellschafter, welcher das gesamte gezeichnete Gründungskapital vertritt, hat unverzüglich eine Gesellschafterversammlung, zu der er sich als rechtens einberufen bekennt, abgehalten und folgende Beschlüsse gefasst:

I. Zu Mitgliedern des Verwaltungsrates werden ernannt:

- Frau Barbara Karreth, Geschäftsführerin, geboren am 27. April 1958 in München, beruflich ansässig in D-81379 München, Zielstattstrasse 9.

- Herr Achim Welschoff, Administrateur-Délégué, geboren am 16. August 1965 in Trier, beruflich ansässig in 21, avenue de la Liberté, L-1931 Luxemburg.

- Herr Lothar Rafalski, Administrateur-Délégué, HAUCK & AUFHÄUSER INVESTMENT GESELLSCHAFT S.A., geboren am 29. November 1952 in Hamburg, beruflich ansässig in 21, avenue de la Liberté, L-1931 Luxemburg.

Herr Lothar Rafalski wird zum Verwaltungsratsvorsitzenden ernannt.

Die Mandate der Verwaltungsratsmitglieder enden mit der ordentlichen Gesellschafterversammlung des Jahres 2009.

II. Der Sitz der Gesellschaft ist in 2, rue Heine, L-1720 Luxemburg.

III. Die erste ordentliche Gesellschafterversammlung wird im Jahre 2009 stattfinden.

IV. Zum Wirtschaftsprüfer wird ernannt:

Die Gesellschaft KPMG AUDIT S.à r.l., Gesellschaft mit beschränkter Haftung, mit Sitz in 31, allée Scheffer, L-2520 Luxemburg, eingetragen im Handelsregister von Luxemburg, Sektion B, unter Nummer 103.590.

Das Mandat des Wirtschaftsprüfers endet mit der ordentlichen Gesellschafterversammlung des Jahres 2009.

Worüber Urkunde, aufgenommen wurde in Luxemburg am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung des Vorstehenden an die Erschienenen, welche dem unterzeichneten Notar dem Namen, Zivilstand und Wohnort nach bekannt sind, haben dieselben die gegenwärtige Urkunde mit dem Notar unterschrieben.

Gezeichnet: M. Bartnik, J.-P. Hencks.

Enregistré à Luxembourg, le 10 octobre 2007, LAC/2007/30449. — Reçu 1.250 euros.

Le Receveur (signé): F. Sandt.

Für gleichlautende Ausfertigung zum Zweck der Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations erteilt.

Luxemburg, den 11. Oktober 2007.

J.-P. Hencks.

Référence de publication: 2007120372/216/673.

(070142862) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 octobre 2007.

Moventum Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 124.292.

Extrait des résolutions du Conseil d'Administration de la Société prises en date du 20 juillet 2007

En date du 20 juillet 2007, le Conseil d'Administration de la Société a pris les résolutions suivantes:
d'accepter la démission de Monsieur David Butterfield avec effet immédiat,

de coopter Monsieur Mark Gorham, né le 24 octobre 1955 à Glen Ridge, New Jersey, Etats-Unis, demeurant 218 Worcester Road, Hollis NH 03049, Etats-Unis, en tant que nouvel administrateur de la société avec effet immédiat et à durée déterminée jusqu'à la ratification de cette nomination par la prochaine assemblée générale des actionnaires,

de nommer Madame Sandra Reiser, née le 19 août 1968 à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, demeurant professionnellement au 12, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et Monsieur John Pauly, né le 12 février 1959 à Rumelange, Grand-Duché de Luxembourg, demeurant professionnellement au 12, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en tant que délégués à la gestion journalière de la Société avec effet au 21 décembre 2006,

de ratifier la liste de signataires comme attaché ci-joint en annexe 1.

Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations au Luxembourg.

Luxembourg, le 24 août 2007.

NOVENTUM HOLDINGS S.A.

Signature

Annexe 1 aux résolutions circulaires du Conseil d'Administration de MOVENNTUM HOLDINGS S.A. (la «Société») en date du 20 juillet 2007

1) Signataires:

Administrateurs A (signataires AA)

Gorham Mark A.

Putnam Jim S.

Robinson Todd A.

Administrateurs B (signataires A)

Ahlborn Pierre

Pauly John

Reckinger Robert

Délégués à la gestion journalière (signataires A)

Pauly John

Reiser Sandra

2) Pouvoirs de signature

La Société sera uniquement liée par les signatures collectives des deux Délégués à la gestion journalière chacun qualifiant en tant que signataire A ou par les signatures collectives d'un des Délégués à la gestion journalière et un Administrateur A (signataire AA) ou, selon l'article 12 des Statuts, par les signatures de deux Administrateurs, au moins un d'eux qualifiant en tant qu'Administrateur A (signataire AA).

Signature.

Référence de publication: 2007121545/250/45.

Enregistré à Luxembourg, le 14 septembre 2007, réf. LSO-CI04956. - Reçu 16 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(070140731) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2007.

Redalpine Capital I S.C.S., SICAR, Société en Commandite simple.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 2, rue Heinrich Heine.

R.C.S. Luxembourg B 132.426.

— STATUTEN

Auszug aus der Gründungsurkunde der REDALPINE CAPITAL I S.C.S. SICAR (die «Gesellschaft») im Sinne der Artikel 5 bis 7 des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften

1. Bezeichnung der Gesellschaft oder Firmenname.

REDALPINE CAPITAL I S.C.S., SICAR

2. Rechtsform.

Société en commandite simple

3. Sitz der Gesellschaft.

2, rue Heinrich Heine, L-1720 Luxembourg.

4. Zweck der Gesellschaft.

Der Zweck der Gesellschaft ist die Anlage der ihr zur Verfügung stehenden Gelder in Risikokapital im weitesten Sinne von Artikel 1 des Gesetzes vom 15. Juni 2004 über die Investmentgesellschaft zur Anlage in Risikokapital.

Die Gesellschaft kann die ihr zur Verfügung stehenden Gelder auch in andere gesetzlich zulässige und im Einklang mit der Satzung sowie dem gültigen Verkaufsprospekt stehende Vermögenswerte anlegen.

Überdies kann die Gesellschaft solche Maßnahmen ergreifen und solche Geschäfte durchführen, die sie für die Erfüllung und Entwicklung ihres Gesellschaftszwecks für angebracht erachtet und die im Sinne des Gesetzes vom 15. Juni 2004 über die Investmentgesellschaft zur Anlage in Risikokapital in seiner weitesten Auslegungsmöglichkeit zulässig sind.

5. Kapital der Gesellschaft.

Kapitalbetrag im Zeitpunkt der Gründung CHF 51.000,-

Das Kapital ist eingeteilt in:

- 50 Kommanditanteile bzw. einer Kommanditeinlage in Höhe von CHF 50.000,- und
- 1 Anteil, der durch den Komplementär gehalten wird bzw. einer Einlage des Komplementärs in Höhe von CHF 1.000,-.

Bei der Gesellschaftsgründung wurden diese Anteile/diese Einlagen vollständig eingezahlt bzw. erbracht.

Gemäß den gesetzlichen Vorschriften ist innerhalb von zwölf (12) Monaten nach Zulassung der Gesellschaft als Investmentgesellschaft zur Anlage von Risikokapital das Gesellschaftskapital auf den Gegenwert in CHF von mindestens eine Million Euro (EUR 1.000.000,-) zu erhöhen.

Jede Änderungen des Kapitals der Gesellschaft stellt eine Satzungsänderung dar und bedarf einer einfachen Zustimmungsmehrheit der anwesenden oder vertretenen Gesellschafter im Rahmen einer außerordentlichen Generalversammlung.

6. Gründungsdatum.

9. Juli 2007

7. Dauer der Gesellschaft.

Die Laufzeit der Gesellschaft endet grundsätzlich am 31. August 2014. Die Generalversammlung der Gesellschaft kann unter Einhaltung eines Anwesenheitsquorums von mindestens der Hälfte des Gesellschaftskapitals und einer Mehrheit von mindestens zwei Drittel der abgegebenen Stimmen entscheiden, die Laufzeit der Gesellschaft zweimal um jeweils ein Jahr zu verlängern.

8. Geschäftsjahr.

Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Juli und endet am 30. Juni eines jeden Jahres. Das erste Geschäftsjahr beginnt mit der Gesellschaftsgründung (am 9. Juli 2007) und endet am 30. Juni 2008.

9. Gesellschafter / Teilhaber.

a) Bezeichnung der Gesellschaft oder Firmenname: REDALPINE VENTURE PARTNERS S.à r.l.

Rechtsform: S.à r.l. (société à responsabilité limitée)

Handelsregisternummer: B130 663

Sitz der juristischen Person: 2, rue Heinrich Heine, L-1720 Luxemburg

Anteile: 1 Komplementärsanteil

b) Name: Peter Niederhauser

Wohnsitz: Bergstr. 22, CH - 4912 Aarwangen

Anteile: 50 Kommanditanteile

10. Bezeichnung des Geschäftsführer.

Statutarische Gesellschaftszeichnungsberechtigung: Die Gesellschaft wird ausschliesslich durch die Unterschrift des Komplementärs vertreten.

Bezeichnung der Gesellschaft oder Firmenname: REDALPINE VENTURE PARTNERS S.à r.l.

Handelsregisternummer: B130 663

Funktion: Komplementär

Sitz der juristischen Person: 2, rue Heinrich Heine, L-1720 Luxemburg

Dauer des Mandats: unbegrenzt

Bestellungsdatum: 9. Juli 2007

11. Befugnisse der Geschäftsführer.

(Auszug aus Artikel 16 der Gründungsurkunde) Der Komplementär besitzt die umfassende Befugnis, die Gesellschaft zu vertreten, soweit das Gesetz von 1915 oder die Satzung der Gesellschaft nicht ausdrücklich bestimmte Befugnisse der Generalversammlung vorbehält.

(Auszug aus Artikel 17 der Gründungsurkunde) Der Komplementär verfügt über die umfassende Befugnis, alle Verfügungs- und Verwaltungshandlungen im Rahmen des Gesellschaftszweckes und im Einklang mit der im Verkaufsprospekt näher beschriebenen Anlagepolitik und den Anlagebeschränkungen vorzunehmen.

Sämtliche Befugnisse, welche nicht ausdrücklich gesetzlich oder durch diese Satzung der Generalversammlung vorbehalten sind, können durch den Komplementär ausgeübt werden.

Der Komplementär kann unter seiner Überwachung und Verantwortung, die tägliche Geschäftsführung sowie die Ausführung der täglichen Anlagepolitik der Gesellschaft auf eine oder mehrere, natürliche oder juristische Personen übertragen; deren Handlungs- und/oder Vertretungsbefugnis, sowie deren Befugnis ihrerseits Unterbevollmächtigte einzusetzen, wird durch den Komplementär festgesetzt.

Der Komplementär kann auch schriftliche oder notariell beurkundete Spezialvollmachten erteilen.

Der Komplementär kann Dienstleistungsverträge im Namen und für Rechnung der Gesellschaft abschließen.

Unbeschadet solcher Übertragungen, Bevollmächtigungen und Verträge bleibt der Komplementär für die Überwachung der übertragenen Aufgaben verantwortlich.

(Auszug aus Artikel 18 der Gründungsurkunde) Der Komplementär bestimmt die Anlageziele, die Anlagepolitik und die Anlagebeschränkungen, die es durch die Gesellschaft zu befolgen gilt, sowie die Geschäftsführung und die Geschäftstätigkeiten der Gesellschaft, so wie diese in den Verkaufsunterlagen der Kommanditanteile im Einklang mit den anwendbaren gesetzlichen Bestimmungen näher beschrieben werden.

(Auszug aus Artikel 19 der Gründungsurkunde) Gegenüber Dritten wird die Gesellschaft rechtsgültig durch den Komplementär oder durch einen oder mehrere Bevollmächtigte, die dieser bestimmt, verpflichtet.

Unterzeichnet am 9. Juli 2007 in Luxemburg durch den Komplementär, ordnungsgemäß vertreten durch Francis Kass, Rechtsanwalt in Luxemburg gemäß privatschriftlicher Vollmacht, ausgestellt in Luxemburg, am 9. Juli 2007.

Die Vollmachten werden nach Unterzeichnung und Paraphierung ne varietur dem vorliegenden Dokument als Anlage beigelegt.

Für den persönlich haftenden Gesellschafter

REDALPINE CAPITAL I S.C.S., SICAR

REDALPINE VENTURE PARTNERS S.à r.l.

Unterschrift

Ein Bevollmächtigter

Référence de publication: 2007121546/250/98.

Enregistré à Luxembourg, le 14 septembre 2007, réf. LSO-CI04881. - Reçu 315 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070141852) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2007.

Ristretto Group S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 129.540.

— EXTRAIT

Suite à un transfert de parts sociales en date du 18 octobre 2007, l'associé unique de la Société, RISTRETTO HOLDINGS S.C.A. a transféré la totalité des parts sociales de la Société à ALGECO/SCOTSMAN GROUP S.à r.l., une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 132.029, de sorte que ALGECO/SCOTSMAN GROUP S.à r.l. est désormais l'associée unique de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 octobre 2007.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2007122083/260/20.

Enregistré à Luxembourg, le 19 octobre 2007, réf. LSO-CJ07074. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070145065) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2007.

ACM Bernstein Value Investments, Fonds Commun de Placement.

L'acte modificatif au règlement de gestion d'ACM BERNSTEIN VALUE INVESTMENTS a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2007122356/260/15.

Enregistré à Luxembourg, le 22 octobre 2007, réf. LSO-CJ07562. - Reçu 68 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(070145806) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 octobre 2007.

Château de Puycharnaud S. à r. l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 113.222.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 septembre 2007.

Signature.

Référence de publication: 2007115865/534/13.

Enregistré à Luxembourg, le 20 septembre 2007, réf. LSO-CI06906. - Reçu 18 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(070132649) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2007.

Universal Concept S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8521 Beckerich, 27, Huewelerstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 73.960.

Les comptes annuels au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2007115869/822/12.

Enregistré à Luxembourg, le 13 septembre 2007, réf. LSO-CI04537. - Reçu 14 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(070132950) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2007.

Spectrum Immobilière S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6947 Niederanven, Zone Industrielle Bombicht.

R.C.S. Luxembourg B 75.905.

Le bilan au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 septembre 2007.

Signature.

Référence de publication: 2007115868/534/12.

Enregistré à Luxembourg, le 6 septembre 2007, réf. LSO-CI01363. - Reçu 16 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(070132657) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2007.

Bon-Som S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1618 Luxembourg, 10, rue des Gaulois.

R.C.S. Luxembourg B 29.772.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 septembre 2007.

Signature.

Référence de publication: 2007115867/534/12.

Enregistré à Luxembourg, le 21 septembre 2007, réf. LSO-CI07701. - Reçu 16 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(070132653) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2007.
